BOSANGI

Le Magazine trimestriel de l'environnement - Jan - Fév - Mars 2018

Numéro 53

LES ÉNERGIES FOSSILES EN AFRIQUE

Chers Yaoundéens,

Gardons

notre **YAOUNDÉ**

Cité - Capitale

PROPRE !

Gilbert TSIMI EVOUNA
Délégué du Gouvernement
auprès de la Communauté Urbaine
de Yaoundé

LES ILLUSIONS DE LA FINANCE VERTE

Par Michel NGAPANOUN

Un sommet vient de se tenir à Paris pour gérer les questions du financement de la lutte contre les changements climatiques, c'était le mardi 12 décembre 2017 ! Ou doit-on dire le réchauffement de la planète, tant les variations climatiques et les situations qui deviennent de plus en plus souvent que des simulations dans le monde entier sont sujettes à des cataclysmes qui ne laissent jamais moins de dix morts.

A Paris le sommet baptisé « le One summit Climate », qui s'est tenu le 12 décembre dernier et qui a rassemblé plus de 50 chefs d'états du monde, des investisseurs et des bailleurs de fonds, tout cet aréopage a mis en place 12 mesures pour financer la lutte contre les changements climatiques! Ces 12 mesures semblent pourtant n'être que des déclarations d'intentions qui auraient tout aussi bien pu figurer dans les conclusions des Cop 21 et 22, annoncées comme Cops de l'Action, et pour lesquelles il n' y a pas trop eu de résultats concrets à ce jour !!!!!

Une question centrale est au cœur du débat, c'est celle du marché carbone, engrangé par le protocole de Kyoto, où les Etats du Nord du fait de leur responsabilité, s'engageaient à payer le prix du pollueur!!! Ils s'engageaient par ce mécanisme somme toute virtuel duquel ils avaient tout à gagner à régler la dette climatique. Comme une manière de contribuer à atténuer les effets des changements climatiques sur la planète, et surtout à payer leur dette vis-à-vis des pays du Sud ! Mais d'une Cop à l'autre, la capacité à payer des pays du Nord semble se réduire comme peau de chagrin et on comprend que rien n'ira à l'action ! Il faut donc dit Macron, " make our planet great again'! En d'autres termes : " il faut rendre à nouveau sa fierté à notre planète"!!! Rien, ne vaut les discours. Il faut passer à l'acte!

Que les pays du nord se réunissent à nouveau sous l'égide du jeune président de la France, mais pas seulement lui, puisque Antonio Guterrès était de la partie, Angela Merkel et j'en passe, ne laisse pas présager nécessairement d'une prise en compte des investissements que certaines entreprises ont fait dès l'annonce du Mécanisme pour Un développement propre ! Hysacam est l'une des premières entreprises africaines à avoir investi dans le MDP, en créant des centrales de productions de captage de Biogaz, (Nkolfoulou, Yaoundé, Le Génie militaire, Douala) et croyait sincèrement à la volonté de relever le défaut climatique tel que contenu dans l'architecture des mesures conjointes du protocole de Kyôto.

> ***« Né de la délinquance financière, le marché européen des échanges de quotas ont été victimes de casses frauduleux depuis dix-huit mois. Total, jusquà 90% du marché était le fait d'activités frauduleuses ».***

A l'époque où l'entreprise s'engage dans cette voie (2008) qui est celle qui va permettre demain à l'humanité de s'émanciper des miasmes de l'exploitation, la tonne carbone valait 13 euros. Puis par une alchimie liée à la spéculation et à l'aridité du marché, elle a chuté à moins de un euro. Aujourd'hui au moment où est relancée la finance verte, dans le sillage des autres consultations au Cameroun, une question se pose : que fait-on des investissements de ces entreprises africaines qui, se sont impliquées dans le combat en se mêlant sur le terrain avec les banques nationales pour stimuler les structures favorables au développement des énergies renouvelables ?

Que fait-on de Nkolfoulou à Yaoundé 2 ? Que fait- -on du génie militaire ? Que fait-on de toutes descentes de traitement de déchets mises en place par Hysacam dans le but de développer l'Afrique à partir de la collecte, du transport et du traitement des déchets organiques et des énergies renouvelables en tournant le dos aux énergies fossiles ?

Le « one summit Climate », organisé conjointement à Paris avec Emmanuel Macron, Antonio Guterres (Secrétaire Général de l'Onu) et Jim Yong Kim (Président de la banque mondiale) malgré ces douze propositions n'intègrent pas le process amorcé par le protocole de Kyoto. Car en effet les douze mesures, n'intègrent pas les entreprises travaillant sur les déchets organiques qui se sont inscrites dans le Mdp, comme un plus managérial, pour stimuler l'expansion de la technologie et de l'industrie des déchets.

Le marché carbone est cependant là !!! Il y a une sortie de la crise!!! Parce que depuis plusieurs années par exemple en France, il s'est avéré que beaucoup de démarcheurs sont englués dans l'illusion. Ils avaient été , un élément « solidaire et corporatiste », mais dans un rapport, il est constaté que : « né de la délinquance financière, le marché européen des échanges de quotas ont été victimes de casses frauduleux depuis dix-huit mois. Total, jusquà 90% du marché était le fait d'activités frauduleuses ».

Voilà qui en dit long sur le marché Carbonne. Cependant le « One planet Summit », organisé le 12 décembre 2017 dernier à Paris, dans la salle musicale, à l'initiative du président Macron, du Secrétaire général de l'Onu , Antonio Guterres et du représentant-résident de la Banque Mondiale, Jim Yong Kim, les trois ont tenu à préciser leur stratégie pour faire payer les riches . Malgré cette injonction, les pays du Nord sont-ils prêts à payer le prix de leur responsabilité ?

Votre trimestriel, ouvre le débat sur les enjeux de l'optimisation ou non des énergies fossiles.Une manière de dire que nous ne devons pas toujours attendre des autres pour qu'ils nous livrent des solutions prêtes à porter!

Mais, que l'année vous soit bonne malgré tout.

Bosangi

Une publication de Hysacam
B.P : 1420 Douala.
Tél. +237 233 37 44 14
Fax : +237 233 37 47 73
B.P. : 781 Yaoundé
Tél. +237 222 22 13 79
Fax : +237 222 22 53 44

Directeur de publication
Michel NGAPANOUN

Rédacteur en chef
Garba AHMADOU

Secrétaire de rédaction
Innocent EBODE
Ont participé à ce numéro :
Jean Célestin Edjangue, Florine Nseumi Léa, Janvier Ngwanza Owono, Jean Loîc Amougou Eric Vincent Fomo, Julius Taylor, Boris Ngounou.

Direction artistique
Valentin OMBIBI
Marque Plus
Tél : +237 696 69 84 02
marqueplus@yahoo.com

Impression : Print Industry
Tél : +237 233 42 63 93

Sommaire

6-10 Actualité

6-7. Bonn, une «drôle» de capitale du Climat 2017 *par Jean-Célestin EDJANGUE*

8. Le dialogue Talanoa au secours du climat *par Eric Vincent FOMO*

9. Assemblée Nationale du Cameroun, Les flammes s'invitent à la session budgétaire *par Boris Ngounou*

10. Insalubrité en Kinshasa, LA MONUSCO VEUT AGIR *par J. L. AMOUGOU*

12-18 Dossier

LES ÉNERGIES FOSSILES

Des coalitions pour la sortie du Charbon au désir de Trump de revitaliser ces énergies aujourd'hui responsables du dérèglement climatique, que peut le continent face à ces alternatives énergétiques ? Dans ce dossier nous faisons le point.

12. PLEINS FEUX SUR LES ENERGIES FOSSILES *par Jean Loïc AMOUGOU*

13. Energies fossiles, Vers la fin des énergies fossiles *par Eric Vincent FOMO*

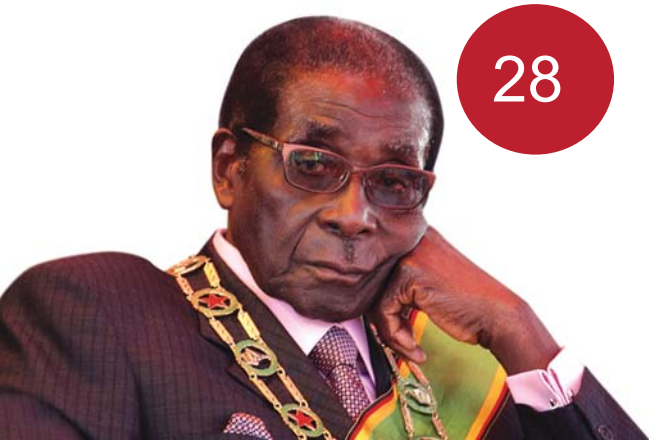
14. Les énergies fossiles ou renouvelables comme moteur de développement quel choix pour l'Afrique *par Eric Vincent FOMO*

15-16. Trump steel tariffs could hurt U.S. autos *by JULIUS TAYLOR*

17-18. «Powering Past Coal Alliance» contre les énergies fossiles *par Jean Loïc AMOUGOU*

18. TOP 25 DES VILLES LES PLUS SALES DU MONDE, LES VILLES AFRICAINES MENENT LE PELOTON *par Jean-Célestin Edjanguè*

LE «9.5 DRAMA»: POMME DE DISCORDE DU FINANCEMENT



Robert Mugabe

FREETOWN

20-23
Evènement

Poland to Host and Chair COP24 in 2018 *by JULIUS TAYLOR*
Le «9.5 Drama»: pomme de discorde du financement *par Jean-Célestin Edjanguè*
COP 23 à Bonn, L'Afrique impressionne par la taille de ses délégations *par Boris Ngounou*

24
Réflexions

Marché carbone, L'Afrique, parent pauvre *par Eric Vincent FOMO*

25
Regards

Diplomatie verte, la stratégie des coalitions ne bloque-t-elle pas l'application des accords des COP successives *par Éric Vincent FOMO*

26-27
La parole à...

Christoph Haushofer, journaliste environnementaliste à Paris *par Jean Loïc AMOUGOU*

28-29
Portrait

Robert Mugabe, Is Zimbabwe's ex-president a hero or villain? *by JULIUS TAYLOR*

30
Nouvelles d'ailleurs

Les îles Fidji sur le toit de la COP23 *par Éric Vincent FOMO*

31
Carte postale

MANIFESTE POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE! *par Éric Vincent FOMO*

33
Note de lecture

Une vie de boy Chronique d'une prophétie sur l'esclavage moderne ! *par Éric Vincent FOMO*

34
Forum lecteurs

BONN, UNE «DRÔLE» DE CAPITALE DU CLIMAT 2017

La cité fédérale du Haut-Rhin abritait la vingt-troisième Conférence des Nations unies sur le climat (COP 23) dans la première quinzaine de novembre 2017. Les conclusions des négociations qui ont réuni près de 200 pays, sur le sort de notre planète, étaient très attendues. Elle arrivait deux ans après l'ivresse du triomphe du document signé à Paris. Surtout, cette rencontre s'est tenue quelques mois après le retrait de cet accord des Etats-Unis, un contributeur financier de poids des Nations unies et un des plus gros pollueurs de la planète.

Jean-Célestin Edjanguè

L'Allemagne, jadis connue pour être le poumon économique de l'Europe, sait aussi revêtir avec plus ou moins de bonheur un costume de centre diplomatique et environnemental à l'échelle mondiale. Oh! Non pas tellement parce que le pays de la chancelière, Angela Merkel, physicienne de formation apparaît comme le moins bon élève du continent européen en matière de protection de l'environnement et de lutte contre la détérioration de l'espace universel de vie. Il est de notoriété publique que la *Deutschland* détient le triste record des sources de gaz carbonique et donc de pollution en Europe. Pas davantage parce que Berlin a été, en 1995, la cite hôte de la toute première Conférence des Nations unies sur le climat (COP1) et Bonn, la 23 ème Conférence sur le climat (COP 23). Ce qui est certain, c'est que l'occasion était rêvée pour dresser un état des lieux sur les engagements pris à Paris notamment par les pays européens et les Etats riches en matière de lutte contre le dérèglement climatique, d'autant plus que la toute première COP à Berlin avait déjà fixé pour chaque pays ou région des objectifs chiffrés quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Si l'attention était donc polarisé sur Bonn, devenue l'espace de quelques deux semaines (la COP 23 s'est déroulée du 6 au 18 novembre 2017) le centre névralgique de la Terre, de nombreux observateurs scrutaient l'attitude de l'Allemagne par rapport au défi de la protection de l'environnement qu'elle semble traîner comme un véritable boulet.

«40% d'émissions de CO2 à l'horizon 2020?»

C'est que l'Allemagne, si souvent caractérisée par son pragmatisme politique et sa rigueur intellectuelle dans l'approche des sujets, risque de ne pas être en mesure de tenir ses engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique: ramener à 40% les émissions de gaz carbonique (CO2) à l'horizon 2020. Rien de très étonnant quand on sait l'importance en Allemagne des sources de pollution, qu'il s'agisse des automobiles ou des centrales au charbon,

et leur rôle dans la dégradation de l'espace de vie au niveau planétaire. Aussi, les efforts déployés Outre-Rhin pour encourager le développement du mix énergétique dans les énergies renouvelables, tardent-ils à porter du fruit. De telle sorte que, aux yeux de nombreux observateurs et spécialistes de l'environnement, l'Allemagne a pu légitimement apparaître comme l'une des grandes déceptions de la réunion le plus importante du devenir de la planète, la 23ème Conférence des Nations unies sur le climat.

Une rencontre qui, faut-il le rappeler, avait pour objectif principal de faire le point des avancées de la situation depuis le traité paraphé à Paris, en décembre 2015, au moment où un des poids lourds de la pollution mondiale et grand contributeur financier pour lutter contre le changement climatique, vient de se retirer de l'Accord de Paris. Ce qui a pour conséquence immédiate d'amener les Etats-Unis à ne plus honorer leur engagement pris dans la capitale française. Alors que le premier ministre fidjien, Frank Bainimarama, en sa qualité de président de la COP 23, ne cachait pas sa volonté de voir la réduction de l'utilisation des gaz à effet de serre s'accélérer conformément à l'accord scellé à Paris. Tirant la sonnette d'alarme sur l'urgence à agir, Frank Bainimarama, précise: «La souffrance humaine causée par un nombre accru d'ouragans, de feu de forêt, d'inondations et de menaces pour la sécurité alimentaire, qui sont la conséquence du changement climatique, montre qu'il n'y a pas de temps à perdre».

Même si la lutte contre le changement climatique peut donner l'impression de ronronner souvent, force est de constater que la volonté politique de l'écrasante majorité des pays qui participent à ce projet du devenir de l'humanité, qui n'a rien d'un pari Pascal, semblent regarder dans le même sens en dépit des divergences d'approches et d'intérêts.

«Bilan mitigé à la COP23»

A Paris, en 2015, un accord contraignant a été trouvé visant à limiter en dessous de 2°C le réchauffement climatique. L'année suivante, Marrakech 2016, a réaffirmé les engagements pris alors que le climatosceptique, Donald Trump, était élu à la Maison Blanche. Le message à lui adressé par la COP 22 était d'une clarté indéniable: «Nous continuons à tracer notre cap», avait indiqué Salah Eddine Mezouar, Ministre des Affaires étrangères du Maroc et président de la 22ème Conférence des Nations unies sur le climat. Il ajoutait: «Notre vision a été consolidée et nous travaillons pour des progrès concrets, et pour faire aboutir des actions révolutionnaires jusqu'à la fin de 2017(...).» Surtout, Marrakech 2016 s'est révélée comme la rencontre qui a mis au cœur de la discussion le point relatif au respect de l'engagement des pays riches pour mobiliser 100 milliards de dollars d'ici 2020, afin d'atténuer les effets du changement climatique, en particulier dans les régions les plus démunies de la planète. D'autres initiatives comme «Adaptation de l'agriculture africaine» (Triple A), qui regroupe 27 pays, pour aider les agriculteurs africains à faire face aux répercussions du dérèglement climatique via une gestion idoine des sols, des énergies comme l'eau ou encore des risques.

A Bonn, la 23ème Conférence des Nations unies sur le Climat a acté la tenue d'un an de «dialogue» pour dresser à la fin de l'année 2018, un bilan collectif des émissions de gaz à effet de serre des quelques 200 pays. Il est ici question d'encourager les Etats à réajuster leurs engagements et de permettre ainsi le respect de l'accord de Paris en matière de lutte contre la détérioration de la planète et particulièrement dans lutte contre le réchauffement climatique. Pour ce faire, le dialogue envisagé devrait être «constructif et tourné vers les solutions». Par ailleurs, les négociateurs, y compris ceux de la délégation des Etats-Unis, ont ouvert, à Bonn, la mise en forme des règles relatives à l'entrée en vigueur de l'accord de Paris dont l'application est attendue à partir de 2020. Mais la réunion de Bonn ne peut être considérée comme un succès total. Ne serait-ce que parce que rien n'a été décidé de manière concrète sur le fond. Probablement, un des enjeux de la prochaine Conférence sur le climat, la COP 24, qui se tiendra à Katowice, en Pologne, en décembre 2018.

Surtout, la rencontre de Bonn sur le climat a fait resurgir, avec force, les vieux antagonismes entre les pays riches du nord de la planète, plus industrialisés et gros pollueurs de l'environnement, et ceux du sud réputés pour être moins riches, moins industrialisés et donc forcément peu pollueurs de l'atmosphère. La confirmation de cette fracture Nord-Sud fait dire à Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique en France que la Conférence de Bonn a eu un succès mitigé: «Le bilan de la COP 23 est en demi-teinte», a-t-il indiqué le 21 novembre 2017 à l'Assemblée nationale, insistant sur le désengagement de l'Amérique du président Donald Trump. «L'onde de choc du retrait des Etats-Unis sur ce processus se fait peut-être plus sentir maintenant qu'il ne s'est fait sentir dans un premier temps, et dont je me garderai bien d'un optimisme trop important», ajoute-t-il, faisant sans doute allusion aux difficultés accrues de financement de la lutte contre le changement climatique, du fait du retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris. Pour le ministre Nicolas Hulot, la situation reste préoccupante: «Face à l'urgence, les progrès ont été trop lents, et notamment par rapport à l'alerte des scientifiques, qui nous ont dit que ce que nous allons décider ou pas est déterminant pour l'avenir. Alors, il faut accélérer l'action.»

Il ne fait plus l'ombre d'un doute. Le compte à rebours est véritablement déclenché. Désormais, chaque seconde, chaque instant, qui passe défigure un peu plus notre planète et pourrait rendre sa situation difficilement réversible. «C'est une course contre la montre et la parole de vérité c'est la COP 24 en Pologne», pense Nicolas Hulot. En espérant secrètement au fond de son cœur que notre planète dont l'état agonisant est déjà diagnostiqué par les spécialistes, conserve malgré tout le souffle nécessaire à sa survie...d'ici là!

LE DIALOGUE TALANOA AU SECOURS DU CLIMAT

Les Nations-unies vont mettre en œuvre ce concept fidjien pour sauver les négociations sur le climat en 2018.

Eric Vincent FOMO

C'est un concept qui se veut révolutionnaire et qui peut constituer l'unique solution pour sauver les négociations sur le climat dès 2018. Frank Bainimarama, Premier ministre fidjien, a annoncé le 17 novembre 2017 au sortir de la 23è conférence sur le Climat (Cop 23) à Bonn en Allemagne qu'un dialogue Talanoa commencera entre les différentes parties d'ici janvier 2018. Selon les Nations-Unies, dans un communiqué officiel publié sur leur site le 18 novembre 2017, ce mot traditionnel du fidjien tala « raconter » et noa « librement » est utilisé pour désigner un processus de dialogue inclusif, participatif et transparent. Le dialogue Talanoa a pour but de partager des histoires, de construire de l'empathie et de prendre des décisions sages dans le sens de l'intérêt collectif. Le communiqué des Nations-Unies précise en outre que « blâmer les autres et faire des observations critiques sont incompatibles avec la construction d'une confiance mutuelle et du respect, en tout cas avec le concept même de Talanoa. »

La Cop 23 n'a été qu'à moitié à la hauteur du défi mondial sur le climat. Sur un plan comptable, elle a complété l'Accord de Paris en y incluant à la fois la prise en compte des savoirs et les connaissances des peuples autochtones dans la lutte contre le changement climatique et la mise en place d'un groupe de travail sur la sécurité alimentaire. Mais d'un autre côté, handicapée par l'annonce du retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris, cette Cop 23 peine à dégager les financements promis par les pays riches (100 milliards de dollars par an à partir de 2020) pour les pays les plus vulnérables afin de les aider à la fois à investir dans les énergies renouvelables et à mettre en place des politiques d'atténuation. Et pourtant, il est plus qu'urgent pour les 195 Etats membres des Nations-Unies de se retrouver pour pouvoir dresser à la fin 2018, un bilan collectif de leurs émissions de gaz à effet de serre, et surtout de les réduire considérablement. Une tâche qui sera certainement rude.

En effet, lors de l'Accord de Paris, proclamé à la fin de la Cop 21 en décembre 2015, les 195 Etats s'étaient engagés à limiter le réchauffement climatique en dessous de 2°C, voire même en dessous de 1,5°C. Une revendication portée notamment par les îles du Pacifique (Fidji, Tuvalu, Kiribati, etc.) en première ligne de la montée du niveau de la mer. Or, tous les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) s'accordent sur le fait que la somme des engagements pris par les Etats pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre est insuffisante car ils mènent la planète sur une trajectoire de réchauffement supérieur à 3°C d'ici la fin du siècle. Ce qui aura des conséquences très graves pour l'humanité dont la canicule, les tempêtes, la sécheresse, l'acidification des océans…

D'ailleurs, peu avant la Cop 23, l'Organisation des Nations-Unies pour l'environnement (Pnue) n'avait pas hésité à parler « d'un écart catastrophique » entre les engagements pris par les Etats et la réalité du changement climatique. Et le 12 novembre dernier, 15 000 scientifiques issus de 184 pays avaient adressé une nouvelle alerte solennelle sur l'état de la planète en disant qu'il « sera bientôt trop tard. » Une lenteur des Etats qui dure déjà depuis plus de 25 ans après le premier avertissement lancé lors du Sommet de Rio en 1992 pour protéger l'ensemble des écosystèmes du monde. Dans un an, on fera le bilan du dialogue Talanoa.

Assemblée Nationale du Cameroun

LES FLAMMES S'INVITENT À LA SESSION BUDGÉTAIRE

Les murs carbonisés de la façade arrière du bâtiment principal de l'Assemblée Nationale du Cameroun, témoignent toujours de l'ampleur des flammes qui ont ravagé cet édifice dans la nuit du 16 au 17 novembre dernier.

Boris Ngounou

C'est dans un palais des verres de Ngoa Ekellé très peu reluisant, que les chefs de départements ministériels défendent leurs enveloppes budgétaires pour le compte de l'année 2018. Le feu qui s'est déclenché à 21 heures dans la nuit du jeudi 16 au Vendredi 17 novembre 2017, trois jours après l'ouverture de la troisième et dernière session ordinaire de la chambre basse du parlement, avait causé des dégâts matériels importants.

Dans un communiqué rendu public trois jours après cet incendie dont la cause reste jusqu'ici inconnue, Victor Yene Ossomba, le Secrétaire Général de l'Assemblée Nationale signale tout d'abord qu'au stade actuel de constatation, aucune victime n'est à déplorer. « Les dégâts matériels sont par contre importants », explique M. Yene Ossomba. Toujours selon lui, les 4è, 5è, 6è, et 7è étages abritant le cabinet du Vice-président de l'Assemblée nationale, l'honorable Etong Hilarion, le cabinet du Vice-Président Kombo Gberi, celui du groupe parlementaire du Social Democratic Front (SDF, principale formation politique de l'opposition), celui du Secrétaire Général Adjoint n°1 ainsi que les services de la direction de l'administration générale, ont été embrasés par le feu.

La direction du budget et de la solde a été complètement consumée par les flammes. Le 3è étage abritant, entre autres, le cabinet du Vice-Président de l'Assemblée Nationale, Monjawa Lifaka, et la salle des commissions Allam Yero, a été partiellement affecté par l'incendie.

Les services des questeurs, la direction de la coordination, la direction de la législation et des affaires linguistiques, la direction de l'information et de la documentation, l'agence comptable, la salle des commissions et l'hémicycle, n'ont pas été touchés.

Selon le gouvernement, cet incendie qui a duré environs 6 heures de temps, sous le regard impuissant d'une foule nombreuse, serait d'origine accidentelle. Mais jusqu'ici, toujours aucune précision sur ladite origine, comme l'avait annoncé Issa Tchiroma Bakary, le porte-parole du gouvernement, le matin du vendredi 17 novembre 2017 sur les ondes de la Crtv (radio publique).

Première institution du Cameroun de l'ère moderne, née le 10 avril 1960, l'Assemblée Nationale n'avait jamais connue pareil incident. Le bâtiment abritant cette institution, construit au début des années 80, a été visité par les flammes, 72 heures seulement après l'annonce de la création d'un comité de suivi du projet de construction du nouveau siège. Annonce faite par Cavaye Yeguié Djibril, dans son discours d'ouverture de la session budgétaire. Dans ce même sillage, le ministre camerounais de l'économie assigné le vendredi 1er décembre 2017 avec le vice-ministre chinois du commerce, un accord relatif au financement du projet de construction du nouvel immeuble siège de l'Assemblée Nationale. Ce nouveau siège se présentera sous la forme d'un bâtiment d'au moins 13 étages, qui abritera notamment un hémicycle et un bureau pour chacun des 180 députés que compte l'auguste chambre.

Insalubrité en Kinshasa
LA MONUSCO VEUT AGIR

Selon la Banque Mondiale, il y a 9 000 tonnes de déchets à collecter par jour à Kinshasa. Un véritable casse-tête pour les autorités qui ne savent plus où donner de la tête. Les autorités réfléchissent à l'instauration d'une taxe d'assainissement qui serait payée par les habitants de la capitale congolaise à travers les factures de la Régie des eaux.

J. L. AMOUGOU

Le Gouverneur de la Province, André Kibuta estime que pour remédier à la situation, il faudrait investir près de 12 millions de dollars par mois, rien que pour Kinshasa. L'estimation prend en compte l'entretien des camions, les salaires du personnel et le coût du carburant. Une somme astronomique qui est révélatrice de la chronicité de l'insalubrité

Face à la situation, la Mission de l'Onu au Congo (Monusco), a décidé d'agir. Dans un appel publié début novembre 2017, la MONUSCO sollicite des manifestations d'intérêt pour la fourniture de services de collecte des ordures et d'enlèvement de déchets à Kindu, Matadi et Kinshasa : *« Les sociétés intéressées qui souhaitent recevoir le dossier d'appel d'offres, sont invitées à soumettre par écrit une manifestation d'intérêt précisant la capacité, l'expérience, le profil de l'entreprise dans ce domaine, les prestations similaires entreprises et devront fournir une copie de la licence d'exploitation »*, explique cet appel d'offres de la MONUSCO, sans rien dire sur le budget affecter à cette tâche.

A Kinshasa, tout fonctionnait normalement jusqu'au mois d'août 2015. Les problèmes ont commencé fin septembre de la même année, un mois après que l'Union européenne eut transféré aux autorités locales la gestion du Programme d'assainissement urbain de Kinshasa lancé en 2008 et couvrant aujourd'hui 9 des 24 communes de Kinshasa, mégapole de près de 10 millions d'habitants.

Ville la plus sale du monde

« Au cours d'une émission très célèbre dans une chaîne de télé française, émission qui est en fait un jeu-concours, une question fut une fois posée, celle de savoir quelle était la ville la plus sale du monde. Un des joueurs répondit que c'était Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo. La réponse fut incroyablement celle qu'attendait le jury de l'émission », témoigne Jean-Claude Ntuala, responsable du site Kongo Times.

La situation est aujourd'hui pire qu'avant, affirme un employé qui fait observer que les immondices ne sont plus évacués. *« Kinshasa est sale partout ! On ne vide pas les stations d'épuration avec facilité. »* D'autres Kinois accusent tout simplement la population. *« La population n'a pas de poubelle dans ses parcelles. Et tout ce qu'il y a comme ordures, saletés, ils le déversent dans la rue ».*

Afin de résoudre cette difficulté, le Gouverneur Kibuta propose d'instaurer une taxe sur l'assainissement. Cette dernière devrait être intégrée dans les structures des prix, notamment les factures d'eau. La proposition du Gouverneur de Kinshasa qui divise déjà l'opinion, sera approfondie par le ministère de l'Economie.

DOSSIER

LES ÉNERGIES FOSSILES

UN ENJEU/DANGER POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Des coalitions pour la sortie du Charbon au désir de Trump de revitaliser ces énergies aujourd'hui responsables du dérèglement climatique, que peut le continent face à ces alternatives énergétiques ? Dans ce dossier nous faisons le point.

PLEINS FEUX SUR LES ENERGIES FOSSILES

Jean Loïc AMOUGOU

Le terme *« énergie fossiles »* désigne l'énergie produite à partir du pétrole, du charbon ou du gaz naturel. Ces matières premières sont issues de la transformation de matières organiques et composées de carbone. Les énergies fossiles représentent aujourd'hui plus des trois quarts de la consommation mondiale d'énergie (transport, industries, chauffage…). Le pétrole, le charbon et le gaz naturel ne sont pas des énergies renouvelables car leurs réserves sont limitées.

De grandes quantités de gaz à effet de serre sont émises dans l'atmosphère lors de l'extraction des ressources fossiles du sous-sol et de leur transformation en énergie (carburant, chauffage…). A lui seul, le gaz est à l'origine de 20% des émissions de CO2 d'origine énergétique.

Les énergies fossiles ont des avantages :le prix modeste de la production d'énergie à partir de ressources fossiles comparé aux énergies renouvelables ; la grande connaissance scientifique des divers usages possibles des énergies fossiles (transport, chauffage, composés plastiques…).

Elles ont aussi des inconvénients : le pétrole, le charbon et le gaz naturel sont des ressources non renouvelables ; l'extraction et la transformation des énergies fossiles entraîne l'émission d'une grande quantité de gaz à effet de serre ; les ressources fossiles sont très inégalement réparties dans le monde. Elles sont donc une source de tensions et de conflits géopolitiques.

80%. C'est le pourcentage des énergies fossiles dans la consommation d'énergie mondiale. Les trois principales ressources énergétiques sont aujourd'hui le pétrole (35%), le charbon (25%) et le gaz (20%). Les 20% restants sont partagés entre le bois, le nucléaire, l'hydroélectricité et les énergies renouvelables.

Impact des énergies fossiles

Le soleil envoie sur Terre une très grande quantité d'énergie. La température moyenne de la surface terrestre est actuellement de 15° C. Si l'atmosphère était totalement transparente aux radiations infrarouges calorifiques, cette valeur serait de -18°C. La différence provient de l'existence dans l'air de divers gaz qui absorbent les radiations infrarouges calorifiques. Ces gaz sont le dioxyde de carbone (Co2), le méthane, le protoxyde d'azote, l'ozone troposphérique et les chlorofluorocarbones.

Le phénomène dit de l'effet de serre résulte d'une augmentation considérable de ces gaz. Si les tendances actuelles se poursuivent, nous pourrions arriver à une augmentation de la température moyenne de 3° en 2040. Cela peut paraître insignifiant, voire agréable mais cela aurait des conséquences très graves : les océans augmenteraient de volume, inondant toutes les plaines côtières où vivent actuellement plus d'un milliard d'hommes. Les déplacements de populations provoqueraient incontestablement des conflits. Le régime des précipitations serait bouleversé causant une « aridification » des latitudes moyennes de l'hémisphère Nord… les plus favorables à la croissance des céréales d'où un manque de nourriture. Mais surtout, la vitesse à laquelle aurait lieu ces changements empêcherait une adaptation des végétaux.

Ce danger suffit pour admettre qu'il serait suicidaire de continuer dans cette voie. Mais d'autres problèmes dus à la mauvaise gestion des énergies fossiles ne sont pas à négliger : la pollution atmosphérique ; les pluies acides ; les marées noires…

Energies fossiles
VERS LA FIN DES ÉNERGIES FOSSILES

Le succès de ces énergies et leur coût réduit demeurent mitigés du fait de leurs conséquences négatives sur le climat, contrairement aux énergies renouvelables (solaire et éolien).

Eric Vincent FOMO

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la production de l'électricité est l'activité la plus émettrice de CO2 (40% des émissions mondiales contre 22% pour les transports) du fait de l'utilisation du charbon, et la première source de pollution de l'air avec de gigantesques conséquences sanitaires (sept millions de décès par an). Le charbon, au même titre que le pétrole et le gaz sont des énergies fossiles issues de la transformation des matières organiques. Ces énergies représentent plus de 80% des sources d'énergie utilisées sur terre. Soit 33% pour le pétrole, 27% pour le charbon, 20% pour le gaz et 6% pour l'uranium. Mais voilà, autant elles sont utiles et moins onéreuses, autant elles sont représentent aussi un grand danger pour la population en ce sens que leur combustion émet des gaz à effet de serre, surtout le charbon, ce qui contribue au réchauffement de la planète.

Et pourtant, selon certaines statistiques, sans énergie bon marché, pas de progrès humain. Les principaux indicateurs de développement humain (mortalité infantile, pauvreté, santé) sont étroitement liés à la consommation d'énergie par habitant. L'électricité représente l'énergie d'aujourd'hui et de demain. Une part croissante de l'énergie sera consommée sous forme d'électricité (45% en 2035 contre 42% actuellement) d'abord du fait du rattrapage des pays émergents, mais aussi parce que l'électricité est un vecteur d'énergie qui permet de recourir à un mix d'énergies primaires évolutif et d'intégrer les productions d'énergies renouvelables. Mais aussi parce que l'électricité est l'énergie du numérique et de la robotisation. Le prix de l'électricité constituera un déterminant majeur de la croissance économique.

C'est pour faire face à ces conséquences que de plus en plus d'experts estiment nécessaire de remplacer ces énergies fossiles par des énergies renouvelables dont le solaire et l'éolien, jugées plus compétitives. Une étude publiée par le Bloomberg New Energy Finance Analysis prévoit un renversement des consommations énergétiques en 2025 avec la chute de la demande en énergies fossiles et une nette augmentation de la demande en énergies renouvelables. Du fait de la chute des coûts du solaire et de l'éolien, de nature à rendre l'électricité produite à partir de ces deux sources renouvelables plus compétitive que celle produite à partir des énergies fossiles. La Chine est l'un des pays à fort développement qui connaît une croissance rapide de l'énergie solaire et qui se place depuis 2015 au premier rang du marché mondial du solaire photovoltaïque (avant l'Allemagne). La Chine fait d'ailleurs état d'une politique éminemment volontariste qui lui permettrait d'afficher dans les 25 ans à venir les plus fortes baisses d'émissions de CO2.

Le problème que posent ces énergies est ressenti différemment selon qu'on se trouve en Afrique ou en Occident. En Afrique, l'électricité demeure un gros souci, alors que les pays industrialisés qui ont pollué la planète ne veulent pas réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Selon Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement, l'Afrique doit utiliser toutes les énergies, y compris le charbon. Pour lui, il est injuste de demander aux Africains de renoncer leurs énergies fossiles, alors que 640 millions d'Africains n'ont accès à aucune source d'énergie. « L'Afrique doit résoudre son problème d'énergie, pas parce qu'elle y est poussée par le changement climatique, mais parce que c'est insensé qu'elle n'ait pas d'électricité. Les pays industrialisés qui ont pollué le monde depuis si longtemps doivent arrêter de polluer autant. L'Afrique n'a contribué en rien au réchauffement. Elle doit donc utiliser toutes les énergies dont elle a besoin pour se développer. Certes, elle doit aller vers un mix énergétique qui intègre le plus d'énergies renouvelables possibles, mais on ne peut pas oublier que les énergies les moins chères sont le gaz, l'hydroélectricité et le charbon », ajoute Akinwumi Adesina. Le débat reste ouvert.

Les énergies fossiles ou renouvelables comme moteur de développement

QUEL CHOIX POUR L'AFRIQUE

Janvier NGWANZA OWONO

L'Afrique subsaharienne, qui abrite plus de 950 millions de personnes, est le continent avec le taux d'accès à l'électricité le plus faible. Plus de 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et des millions d'autres sont connectés à un réseau peu fiable qui ne répond pas à leurs besoins quotidiens en matière de services énergétiques. Cette pénurie d'électricité persistante a paralysé la croissance économique de l'Afrique et l'a empêchée d'atteindre plusieurs de ses objectifs de développement en matière de santé et d'éducation. Au rythme actuel de l'électrification et de la croissance démographique, plus d'un demi-milliard de personnes devraient rester sans électricité d'ici 2040 et l'accès à l'électricité dans cette région ne devrait pas être achevé avant 2080. L'Afrique subsaharienne est donc accablée d'un déficit d'énergétique complexe et persistant.

De plus, les changements climatiques devraient avoir un impact important sur la fiabilité des ressources hydroélectriques en Afrique subsaharienne. Des précipitations irrégulières et des sécheresses prolongées peuvent réduire la production hydroélectrique et forcer des pannes prolongées. Alors que la région contribue le moins aux émissions de gaz à effet de serre, elle est la plus vulnérable aux impacts des changements climatiques tels que la sécheresse et la réduction des rendements agricoles.

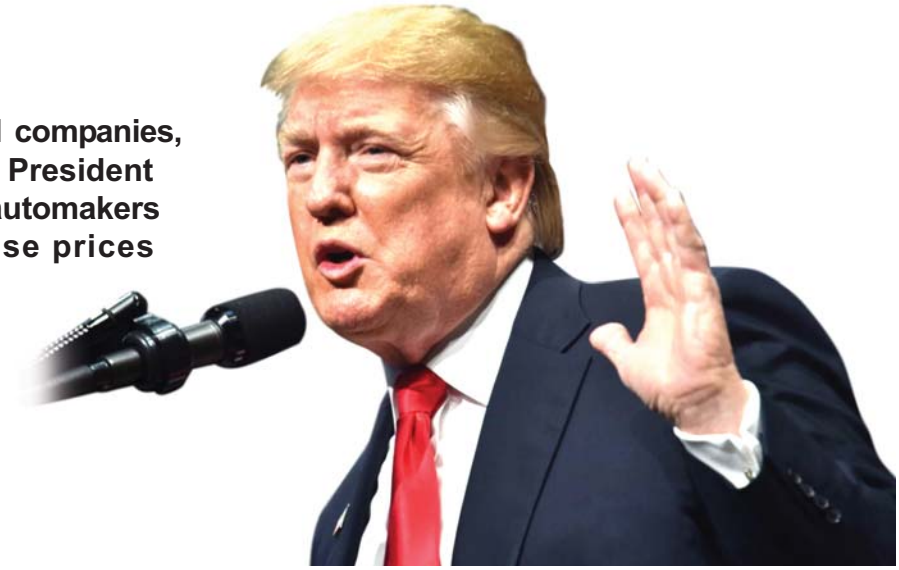
Un défi complexe se pose aux pays de l'Afrique subsaharienne. La possibilité de concevoir des systèmes d'alimentation à faible émission de carbone, basés sur les technologies éoliennes, géothermiques et solaires, et d'utiliser des stratégies de gestion de la demande adaptée et efficace. Ce d'autant plus que, le continent d'abondantes sources d'énergie fossiles et renouvelables. Le potentiel technique pour la capacité de production est estimé à environ 10 000 GW d'énergie solaire, 350 GW d'hydroélectricité et 400 GW de gaz naturel, totalisant plus de 11 000 GW. Le manque d'infrastructures de réseau dans la région peut être donc transformé en une occasion de montrer la voie vers des systèmes d'énergie mieux conçus, plus efficaces et plus durables, sans être entravé par les actifs traditionnels à forte intensité de carbone. Les parties prenantes privées et publiques ont une fenêtre d'opportunité pour déterminer la meilleure façon de coordonner les solutions énergétiques au point d'utilisation.

Les études de cas montrent que les énergies renouvelables sont maintenant compétitives et que les carburants comme le gaz naturel peuvent jouer un rôle dans la flexibilité du système jusqu'à ce que les coûts de stockage diminuent. L'analyse montre que les choix de combustibles doivent être considérés avec prudence, en particulier le charbon, qui est une voie coûteuse vers l'électrification au Kenya et au Nigeria. Les études de cas montrent également que l'expansion de la production centralisée requise pour répondre à une croissance modérée de la charge d'ici 2035 est significative par rapport aux investissements historiques dans les systèmes électriques et au taux d'expansion du système dans de nombreux pays de la région. Les investissements actuels dans les réseaux électriques subsahariens représentent environ 8 milliards de dollars US par an. Cela est insuffisant pour surmonter le défi existant en matière d'infrastructure, pour élargir l'accès et la couverture, et pour répondre à la croissance de la demande. Le modèle estime que le Nigeria devra installer au moins 36 GW supplémentaires d'ici 2035 pour suivre la croissance de la charge basée uniquement sur le réseau, et le Kenya devra installer au moins 17 GW. C'est environ cinq fois la capacité opérationnelle actuelle dans chaque pays.

En somme, bien que l'Afrique subsaharienne dispose de ressources importantes en combustibles fossiles, dont beaucoup font l'objet de «courses de ressources» nationales et internationales, les investissements dans les combustibles fossiles et leur utilisation devraient être judicieux. En effet, l'exploitation des combustibles fossiles, même dans les pays à faible consommation d'énergie, se fait souvent au détriment du développement de sources d'énergie durables. De plus, des décennies d'expériences montrent que le développement de l'énergie fossile ne contribue guère à accroître l'accès à l'énergie, qui est plus faible en Afrique subsaharienne que dans toute autre région. Parallèlement, l'Afrique dispose d'un potentiel exceptionnel de ressources solaires, éoliennes, géothermiques et de biomasse, à la fois par habitant et en termes de diversité des ressources. Elle pourrait ainsi atteindre des niveaux élevés de services énergétiques avec de très faibles émissions de carbone. En définitive, l'investissement dans les énergies renouvelables en Afrique s'avère un moyen plus durable et plus rentable de relever le double défi de l'autonomisation économique et de l'accès à l'énergie en Afrique.

TRUMP STEEL TARIFFS COULD HURT U.S. AUTOS

Tariffs might help U.S. steel companies, but a crackdown on imports by President Donald Trump could hurt U.S. automakers and other industries – and raise prices for buyers of their goods.



JULIUS TAYLOR

The Trump administration is considering tariffs on steel imports in an effort to squeeze China and other countries that Trump says are destroying the U.S. steel industry. No action has been taken, but auto industry analysts and trade experts say the threats already have created uncertainty in the market.

Even though U.S. automakers build vehicles primarily from U.S.-sourced steel, economists say a protective tax on imported steel would give makers of domestic steel the incentive to raise their prices – just because they could. That would be a boon for the domestic steel industry, but it would make U.S.-made cars more expensive and push consumers to buy cheaper cars from foreign companies unaffected by the tariff, economists say.

"Prices will go up and people will buy less," said Alan Deardorff, professor of public policy and economics at the University of Michigan. "It's ironic that in discouraging imports of steel, he may encourage the imports of cars."

The latest discussions over trade – and steel in particular – arose after transcripts of a Wednesday media session held by Trump on Air Force One were published. In a question-and-answer session, the president described the influx of cheap foreign steel as "a big problem."

"They're dumping steel and destroying our steel industry; they've been doing it for decades, and I'm stopping it," Trump told reporters. "It'll stop...

Quotas and tariffs

"There are two ways – quotas and tariffs. Maybe I'll do both."

Robert E. Scott, a senior economist and director of trade and manufacturing policy research for the Economic Policy Institute, in a blog post Tuesday underscored the dilemma in economic sanctions.

One segment of the economy – manufacturers that use cheaper foreign steel – could be hamstrung with rising materials costs, he said.

At the same time, tariffs and quotas would save jobs in the U.S. steel and aluminum industries from near-term threats and help domestic producers recover from unfair trade.

"In the best of cases," Scott said, "tariffs can be used to encourage other importers to develop common policy to address overcapacity and overproduction by China and other major exporters."

While it is unclear what steps might be most effective, there is mounting pressure for Trump to act.

"Chinese steel overproduction is one of the most significant contributors to American manufacturing job loss," U.S. Rep. Debbie Dingell of Michigan said in an emailed response to questions. "We need stronger trade enforcement to protect against countries who cheat. President Trump should follow through on his promise to hold foreign governments accountable for illegal trade practices that continue to put American workers at a disadvantage."

In June, Trump asked the U.S. Department of Commerce to conduct what's known as a Section 232 investigation into steel and aluminum imports to determine whether they are hurting U.S. national security. If the government finds a threat there, the rarely used investigation would allow the administration to levy "protective" tariffs against a country or group of countries. Experts expect Trump to argue that the military needs domestic steel for military operations, and that the "dumping" of foreign steel is harming U.S. steel mills.

However, the voices urging Trump to exercise caution are growing louder. Perhaps most prominent is a bipartisan group of 15 former White House economic officials who drafted a letter to the president this week. They specifically took issue with the idea of tariffs imposed on supposed national security threats.

Consequences on economy

"The diplomatic costs might be worth it if the tariffs generated economic benefits. But they would not," the panel wrote. "Additional steel tariffs would actually damage the U.S. eco-

nomy. Tariffs would actually raise costs for manufacturers, reduce employment in manufacturing and increase prices for consumers."

Compounding the problem, they wrote, is the fact that other countries where U.S. automakers do business could also be hurt by tariffs. Among the 110 countries the U.S. imports steel from are allies such as Canada and Mexico.

"Additional tariffs would likely do harm to our relations with these friendly nations," the group wrote.

Ford Motor Co. said it buys 95 percent of steel and 98 percent of aluminum used in its American-built vehicles from U.S. manufacturers. The company deferred further comment to the American Automotive Policy Council, a trade group representing Ford, Fiat Chrysler Automobiles and General Motors Co.

In May, that group submitted two documents to the U.S. government commenting on the Section 232 investigation.

U.S. automakers buy 15 percent of all the steel consumed in the U.S., a vast majority of which is domestically sourced, according to one document.

"(If) the president were to increase tariffs on foreign steel or impose other import restrictions, the auto industry and the U.S. workers that the industry employs would be adversely affected, and (this) unintended negative impact would exceed the benefit provided to the steel industry from this executive action," read the document. "Inevitably, the imposition of across the board higher tariffs or other restrictions on imports of steel into the United States would only widen the existing price gap by increasing the price of U.S. steel and thus the cost of U.S.-built vehicles.

"This would lead to lower sales of domestically built cars and trucks in the highly competitive U.S. auto market, a decrease in U.S. auto exports, and a loss of the jobs that those economic activities support."

Unclear outlines

Representatives from the Fiat Chrysler and GM declined to comment directly on the potential tariffs.

Representatives from the United Auto Workers union and the Alliance of Automobile Manufacturers – a trade group that represents a dozen carmakers that operate in the U.S., including the Detroit Three – said they could not comment on the president's trade dealings with China, because the Trump administration has not given a clear outline of its plans.

However, in a June 12 letter to U.S. Trade Representative Robert Lighthizer that addressed renegotiation of the North American Free Trade Agreement, auto alliance President and CEO Mitch Bainwol wrote: "Today's highly complex automobile is a product comprised of thousands of parts sourced from a global network of thousands of suppliers. ... Disrupting this integrated supply chain would increase prices, lower sales, threaten exports and endanger American workers' jobs."

Trump could target China through a number of different trade avenues, but even with a possible steel tariff looming, uncertainty likely has put the plateauing U.S. auto industry in a holding pattern, believe Deardorff and Kristin Dziczek, director of the industry, labor and economics group at the Center for Automotive Research.

"The auto industry hates risk," said Dziczek. "They hate uncertainty. Uncertainty creates risk in the industry, and risk costs money."

If the tariff is levied on all steel imports, U.S. steel companies would raise prices as well. Many of the vehicles produced in the U.S. are made with U.S. steel. So, auto companies and suppliers would absorb those cost increases for a short time, but eventually the cost of a vehicle made with U.S. steel would increase.

Low prices on imported vehicles

Though plenty of foreign automakers build cars in the U.S., models made outside the country would dodge the steel tariff, keeping prices low on vehicles imported here. That makes U.S. auto companies less competitive, says Deardorff, and would potentially lead to job losses despite short-term gains in the steel industry.

In the meantime, Trump is creating more uncertainty than anything, according to Dziczek and Deardorff.

"Uncertainty is almost like a tax," said Deardorff. "It discourages any kind of activity."

«POWERING PAST COAL ALLIANCE» CONTRE LES ÉNERGIES FOSSILES

C'est probablement l'annonce la plus retentissante de la 23ème Conférence des Nations unies sur le climat, qui s'est tenue à Bonn, en Allemagne, en novembre 2017. Sous la présence des îles Fidji, une coalition d'une vingtaine de pays s'engagent, dans l'optique de la lutte contre le réchauffement climatique, à sortir du charbon d'ici 2030. Une attitude qui sonne comme une réaction de la communauté internationale face au retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris.

Jean-Célestin Edjanguè

On ne peut s'empêcher d'y voir une tentative de réponse de la communauté internationale à la décision prise par le gouvernement des Etats-Unis, en juin 2017, de se retirer de l'Accord de Paris sur le climat, paraphé en décembre 2015 dans la capitale française par plus de 195 pays. Une attitude qui demeure incompréhensible, y compris, pour l'ancienne administration américaine. Invité à Paris, le 02 décembre 2017, pour une conférence organisée par l'association les «Napoléons» sur l'innovation, l'ancien président Barack Obama, répondant aux questions des journalistes lors de la séance consacrée aux médias, a exprimé ses regrets quant à l'absence de son pays du leadership de la lutte contre le réchauffement climatique. Mais il a aussitôt essayé de rassurer la salle en indiquant que des villes, régions, entreprises et organisations de la société civile continuaient, aux Etats-Unis, de travailler pour la mise en application de l'Accord de Paris sur le climat. L'annonce faite le 17 juin 2017, par le nouveau locataire de la Maison Blanche, Donald Trump, ne semble donc pas porter un coup fatal à la volonté indéniable de la communauté à concrétiser les engagements pris à Paris en décembre 2015.

La coalition pour la sortie du charbon, considéré comme la pire des énergies fossiles, née de la 23ème Conférence des Nations unies sur le climat, en novembre 2017, à Bonn, en Allemagne, est un signe supplémentaire de cette détermination. «Powering Past Coal Alliance», c'est le nom de la coalition, regroupe une bonne vingtaine de pays qui entendent prendre la tête du combat contre les subventions aux producteurs des énergies fossiles et s'engagent à ne plus utiliser de charbon d'ici à l'horizon 2030. Un acte autant symbolique, politique, qu'écologique alors que le climatosceptique Donald Trump a déjà annulé le «Plan pour une énergie propre» de Barack Obama, alors président des Etats-Unis, qui visait la réduction des émissions des centrales thermiques, ainsi que des engagements financiers du Fonds vert de l'ONU.

«Un vaste mouvement international»

La création, à Bonn, d'une coalition contre les énergies fossiles, à l'échelle de la planète, est le résultat d'une conjonction de faits soutenus par un élan sans précédent pour d'abord sensibiliser les opinions sur les effets néfastes de ces énergies notamment sur la santé. Le mouvement international pour la prise de conscience face aux méfaits du charbon et des énergies fossiles, qui s'exprime depuis plusieurs années maintenant, semble s'être accéléré

au lendemain de l'Accord de Paris. De nombreuses actions coup de poing ont ainsi été menées contre les industries extractives, en particulier. On a ainsi vu des manifestants prendre d'assaut des installations de la mine de lignite géante de Garzweiler, en Allemagne, le 15 août 2015 lors de l'opération «Ende Gelände» (qui signifie «Stop! On n'ira pas plus loin»). Les manifestants réclament surtout «la fin du capitalisme fossile». Au mois d'avril 2016, en France, quelques cinq cents personnes ont bruyamment perturbé le Mcedd, sommet du pétrole offshore, à Pau. Mais c'est dans le cadre de la semaine «Breakfree», en mai 2016, que le plus gros des manifestations étaient organisées contre les énergies fossiles sur l'ensemble de la planète: en Europe, en Afrique, en Australie... des actions ont conduit à des blocages de nombreux sites de production des énergies fossiles (mines, centrales thermiques, centrales hydro-électriques). L'objectif visé par cette mobilisation, était à la fois d'informer le grand public et le sensibiliser sur les effets néfastes de ces énergies, mais aussi de faire échouer la vente en décourageant les investisseurs potentiels.

Il faut dire que le charbon, première source d'électricité au niveau mondial (40%) est également l'énergie fossile qui cause le plus de dégâts sur le climat, la qualité de l'air et qui impacte forcément le réchauffement de la planète. On peut donc aisément comprendre pourquoi la mobilisation internationale contre les énergies fossiles est accueillie très favorablement. «C'est un signal positif de l'élan mondial contre le charbon», explique Jens Mathias Clausen de Greenpeace. L'Organisation non gouvernementale internationale de protection de l'environnement, qui œuvre depuis sa fondation en 1971 sur tous les continents et les océans, poursuit: «Mais cela met aussi en évidence les gouvernements à la traîne, ou ceux qui promeuvent l'énergie fossile la plus sale du monde».

«400 milliards d'euros de subventions, 6 millions de décès»

La prise de conscience insufflée par les activistes, à l'opinion internationale, semble confortée à la lecture des résultats des enquêtes publiées sur le lien entre les subventions aux producteurs d'énergies fossiles et les dépenses de santé. Dans un rapport commis en juillet 2017 par une coalition d'organisations non gouvernementales (ONG), Alliance pour l'environnement et la santé (HEAL), il apparaît qu'il y a un parallèle entre le montant des subventions versées par les pays du G20 aux énergies fossiles et les dépenses de santé allouées à la lutte contre les effets de la pollution de l'air, pour l'année 2014. L'étude indique que ces subventions représentent quelques 416 milliards d'euros. Et alors? Serait-on tenté de se demander. Si ce n'est que la même étude souligne que dans le même temps, ces pays du G20 ont été obligés débourser 2.600 milliards d'euros représentant les dépenses de santé consacrées aux effets sanitaires causés par les énergies fossiles. L'Alliance pour l'environnement et la santé constate donc que l'argent dépensé pour subventionner les énergies fossiles est une véritable aberration. Ces subventions engendrent des coûts en matière de santé six fois plus importants que les sommes versées par les Etats aux pays producteurs de pétrole, de gaz ou de charbon.

Si l'étude de HEAL est prise très au sérieux, c'est d'une part parce qu'elle révèle l'implication directe des énergies fossiles dans la santé quotidienne des populations. Le document mentionne notamment que la production et l'utilisation d'énergies fossiles sont parmi les causes majeures de la pollution atmosphérique. Pire, la dégradation de la qualité de l'air, du fait des émissions massives de gaz à effet de serre, serait à l'origine d'environ 6,5 millions de décès «prématurés» chaque année, affirme l'enquête. Et les pays du G20 ne sont pas épargnés, puisqu'ils enregistrent 3,8 millions de décès soit plus de la moitié du total annuel. Ironie du sort, les mêmes pays du G20 se retrouvent contraints de financer à hauteur de 2,6 milliards d'euros des soins pour les infections diverses, les crises respiratoires, les crises cardiaques, les accidents vasculaires cérébraux(AVC), sans oublier tous les cancers provoqués par la pollution. Le rapport de l'Alliance pour l'environnement et la santé fait surtout autorité parce qu'il prend appui sur des données statistiques du Fonds monétaire international (FMI). A ce propos, Vijoleta Gordeljevic, coordinatrice du HEAL, rappelle qu'«en mai 2015, l'institut avait évalué à 5.300 milliards de dollars les soutiens aux énergies fossiles apportés chaque année dans le monde». Une estimation qui était alors globale et incluait à la fois les subventions directes et les externalités négatives dues à l'usage des énergies fossiles».

Un travail méticuleux qui a permis à la coalition d'ONG de passer au peigne fin la situation de sept pays et de démontrer l'impact des énergies fossiles sur la santé des populations: Royaume-Uni, Allemagne, Turquie, Pologne, Afrique du Sud, Inde et Chine. C'est d'ailleurs la Pologne qui apparaît comme le pire élève dans ce domaine: «Le pays produit 80% de son électricité à partir de centrales à charbon vieillissantes et hautement polluantes», note le document du HEAL, qui précise par ailleurs que la Pologne a un impact sanitaire 26 fois la valeur des subventions, contre 18 fois pour la Chine, 8 fois pour l'Allemagne et l'Inde, 5 fois pour le Royaume-Uni. Quant à la France, elle a versé 1? 41 milliard d'euros de subventions à la production d'énergies fossiles avec un impact sanitaire estimé à 16, 5 milliards d'euros.

Face à cette réalité, HEAL, la coalition d'ONG recommande de toute urgence au pays du G20 de réduire de manière substantielle leurs subventions aux producteurs des énergies fossiles. Avec comme ambition d'obtenir leur suppression totale d'ici 2020 pour les pays développés et d'ici 2025 pour les pays en voie de développement. En toile de fond, la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat, signé en décembre 2015: contenir à moins de 2°C le réchauffement climatique.

Depuis Copenhague, en 2009, les pays du G20 puis ceux du G7, au Japon en mai 2016, ont pris des engagements dans ce sens. Reste maintenant à les tenir !

Ensemble, gardons Douala propre !

PAROLE DE TOUBIB !

Si la propreté est une vertu morale, elle est aussi, et très concrètement, un bien public : à ce titre, elle est notre affaire à tous. La propreté de Douala concerne chacun de nous dans ses allées et venues, au quotidien. Il est temps d'ouvrir les yeux et de regarder bien en face: l'insalubrité nous cerne.

La saleté nous assiège. Et son cortège de maladie nous guette. Qui peut se prétendre à l'abri d'un microbe que le vent propagera de quartier en quartier ? Il n'y a pas de liesse quand la crasse n'est pas loin, omniprésente, nauséabonde. La vie suffoque sous cette étreinte de la malpropreté. Parole de toubib: il y a urgence en la demeure. L'asphyxie nous menace: agissons avant qu'il ne soit trop tard ! Hommes, femmes, adolescents et enfants valides, chômeurs ou travailleurs, industriels, entrepreneurs, commerçants, débrouillards, débrouillardes.

Douala ne sera jamais une belle ville sans votre participation active et enthousiaste. Comme plusieurs rivières forment un grand fleuve à leur confluence, faisons chacun un petit geste pour Douala, pour notre ville. Un tout petit geste pendant les Journées Citoyennes de Propreté, et Douala respirera.

JCP
Journées Citoyennes de Propreté

Dr Fritz NTONE NTONE

POLAND TO HOST AND CHAIR COP24 IN 2018

The pivotal 2018 UN climate conference will be held in the heart of Poland's coal mining industry, in a move that has angered some campaigners but offered others hope that it symbolises transition away from fossil fuels.

JULIUS TAYLOR

The 24th UN Conference of Parties to the Framework Convention on Climate Change (COP24) will take place in Katowice, south-western Poland and will be chaired for the 4th time by the same country in 2018, the Polish government announced recently.

Quoted by the UNFCCC website, Polish environment minister Jan Szysko officialized the choice of the city of Katowice, on the occasion of a visit to Poland by UNFCCC executive secretary Patricia Espinosa.

"I would like to thank the government of Poland for having accepted to host the COP24 as a member of Eastern Europe and I am glad to work with Szysko and his team to ensure the success of the conference at all levels," Espinosa said.

This is the second time that Minister Szyszko will assume the position of President of the COP, having served as the President of COP 5, the same source added.

Poland was reluctant

The town of Katowice – founded on coal mining – is in the heart of the Upper Silesian coal basin and plays host to one of the European mining industry's biggest trade fairs.

The choice of town was announced by the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) on the day US president Donald Trump was expected to leave the Paris climate agreement.

Poland has long been a reluctant participant in the UN process, dragged into an ambitious EU negotiating bloc but influenced by the powerful domestic coal industry.

Climate Home revealed this week that the country is now part of a concerted effort by eastern European countries to water down the EU laws that would help keep the promises made under the accord.

The presidency of a COP is vital for ensuring that the diplomacy runs smoothly. In Paris, the French presidency was one of the pivotal factors in coercing 197 nations to sign up to a deal that forced all to make deep compromises.

UNFCCC chair Patricia Espinosa said in a statement that governments were expected to reach "key milestones" at the 2018 conference.

Countries will come together to take stock of their progress towards the targets they agreed three years before in Paris. Those targets are too weak to avert dangerous climate change and the Polish conference will be an opportunity for them to be upgraded.

Polish COP history

The presidency of climate conferences rotates through regions. As the largest of the eastern European group of countries, Poland has often played host to UNFCCC meetings. Poznań in 2008 and Warsaw in 2013. It also presided over the Bonn conference in 1999.

Corporate and industry involvement in climate talks has been a tense issue this year, with developing countries and environment groups challenging the access granted to corporations that may seek to work against climate action.

Jesse Bragg of Corporate Accountability International has been the spokesperson for the NGO side of that campaign. On Thursday he likened the location of the 2018 COP to holding a public health convention in Winston Salem – the heart of tobacco country in the US south.

"Katowice is at the center of Poland's continued addiction to the dirtiest of fossil fuels, and home to Europe's largest coal mining corporation," said Bragg.

Parallel conference

Last time the Poles played host, the government hosted a parallel conference nearby called the International Coal and Climate Summit – run with the World Coal Association. Espinosa's predecessor Christiana Figueres gave that event a key note address, to the dismay of those who see coal as antithetical to a safe climate.

Bragg said: "As we saw in Warsaw, the global coal industry, led by the World Coal Association, will see this decision as a green light to push its false solutions and further position the industry as a stakeholder in the solution – to the detriment of the UNFCCC process and the Paris Agreement itself."

The World Coal Association said it had not begun planning for the 2018 conference.

In 2018, the conference goes deep into Europe's coal heartland. Polska Grupa Górnicza (PGG), the Polish Mining Group, is headquartered just 2km from the convention center where the 24th Conference of Parties (COP24) will likely take place in late 2018.

PGG is the largest coal company in the EU. It was formed in 2016 as an agglomeration of struggling Polish coal miners. It was projected at the time to produce 28 million tonnes per year.

But Maciej Nowicki, former Minister of the Environment of the Republic of Poland and COP president in Poznań, said Katowice was "already on the way to transform from the strictly coal-dependent region to the modern city offering new ways of sustainable development".

"The just transition is happening regardless the obstacles and I hope that in the next years we will observe even broader and more efficient cooperation of local authorities, citizens and all parties focused on the climate friendly future of that region, Poland and the world," said Nowicki.

Urszula Stefanowicz, a climate expert from the Climate Coalition, said the selection was symbolic of the need to transform the economy.

"On one side we see the mining damages, the enormous air pollution and the increasing costs of coal mining from the deep seams. On the other hand – the incredible potential of the transforming Silesia to a low emission economy. We should use the chance and show the international community that a mining region can be moved on the track of increasing innovations, effective economy and improving the quality of life of its citizens," she said.

LE «9.5 DRAMA»: POMME DE DISCORDE DU FINANCEMENT

La célébration de la 45e édition de la journée mondiale de l'Environnement (JME) au Cameroun, placée sur le thème "rapprocher les gens de la nature" a été marquée par une semaine d'activités.

Jean-Célestin Edjanguè

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un pacte consigne l'engagement obtenu de manière consensuelle par la communauté internationale à lutter contre le défi que représente la sauvegarde de la planète. L'Accord de Paris, conclu en 2015 par 195 pays plus l'Union européenne, est le prix d'intenses et âpres négociations. Le document est entré en vigueur le 4 novembre 2016, en dépit du retrait des Etats-Unis. Une sortie qui devient effective à l'horizon 2019-2020. Puisque le texte mentionne que pour se retirer de l'Accord de Paris, un pays doit d'abord le notifier au secrétariat de la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), mais cette notification ne peut intervenir que trois ans après l'entrée en vigueur du document. A cela s'ajoute un délai supplémentaire d'un an, correspondant au préavis du retrait effectif de l'accord. Malgré le long processus, l'annonce en juin 2017 par le président Donald Trump du désengagement des Etats-Unis, le deuxième plus gros pollueur à l'échelle mondiale, est d'autant plus problématique qu'ils assuraient une part importante du financement de la lutte contre le réchauffement climatique. L'économie, la diplomatie et la protection de l'environnement n'ont jamais été aussi intimement liées. Un seul de ces trois maillons fait défection et c'est toute la chaîne qui se retrouve cassée. Il n'est donc surprenant que l'attitude des Etats-Unis représente un casse-tête difficile à résoudre. A moins que le désengagement de l'Amérique de Donald Trump ne finisse par avoir des retombées inespérées, en rendant encore plus grande la solidarité entre les autres pays signataires de l'Accord de Paris.

«Versement attendu de 100 milliards de dollars»

En dépit de son caractère universel, l'accord signé en décembre 2015, à Paris, doit encore faire face à l'équilibre précaire entre les ambitions des pays développés, toujours prisonniers de la course à l'industrialisation, et les dommages subis par les pays en développement qui ont choisi de s'exclure du banquet de l'industrialisation. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la division que la Conférence de Paris sur le climat a cru avoir atténué entre pays riches et régions moins bien loties, semble persister de manière profonde. En cause, la délicate question des financements de la lutte contre le réchauffement climatique. Car, les mécanismes techniques d'obtention de ces financements sont beaucoup plus compliqués, plus opaques, qu'il n'y paraît à première vue. Certes, l'Accord de Paris spécifie le versement par les pays développés de quelques 100 milliards de dollars (environ 90 milliards d'euros) chaque année à partir de 2020 aux pays en voie de développement, afin de les accompagner dans la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et à mieux appréhender les évolutions du climat. Et même si cette somme est fixée comme un financement plancher, elle ne dissipe guère les malentendus autour de cette question de financements. C'est pourquoi des études sont prévues pour avoir une traçabilité sur la provenance des sommes attendues. Il est également mentionné que les pays développés seront amenés à augmenter leurs financements avant l'année 2020.

Dans le même esprit, le texte de l'Accord de Paris indique clairement que «d'autres parties», en plus des pays industrialisés, sont «encouragés» à aider financièrement à titre volontaire. Quant au problème de la transparence, il est dit qu'elle doit être «non intrusive, non punitive et respectueuse de la souveraineté nationale». Reste maintenant à traduire ces bonnes intentions en actes concrets, autrement dit passer du document écrit, qui a été adopté à la COP 21, à son application concrète. Ce qui, pour l'heure, de semble pas encore aller de soi.

«Le transfert de tutelle du Fonds d'adaptation en question»

Au sortir de la COP 23, à Bonn, il n'est pas certain que la problématique concernant le financement de la lutte contre le réchauffement climatique ait véritablement rapproché les points de vue et les intérêts si opposés entre les régions du nord et celles du sud de la planète. La décision de transfert de tutelle du Fonds d'adaptation du protocole de Kyoto vers l'Accord de Paris, est loin de régler définitivement la question du financement. Bien au contraire! La pierre d'achoppement se situe dans le désormais tristement célèbre paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord de Paris, également connu sous l'appellation très ironique de «9.5

drama» et qui a fait couler beaucoup d'encre dans les couloirs de la COP 23. Cet article stipule que les pays riches s'engagent à «Communiquer tous les deux ans s'ils sont disponibles, les montants prévus des ressources financières publiques à accorder aux pays en développement». Un article qui ne brille pas par sa clarté et par conséquent ne peut rassurer les pays en développement, principales victimes des dégâts causés par le réchauffement climatique alors que ces mêmes pays sont aussi ceux qui sont les moins responsables de la pollution de la planète puisque peu industrialisés.

Nombre des représentants des organisations de la société civile, dans les pays en développement, notamment dans le continent africain, sont donc repartis très déçus de la Conférence des Nations unies sur le climat, à Bonn. Ainsi en est-il de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) dont l'une des représentantes, Augustine Bantar Njamnshi, déclarait au sujet de cette question de financements: «Nous ne sommes satisfaits de rien du tout». Une déclaration qui reflète la position du millier d'organisations et structures de la société civile qui regroupent quelques 45 pays du continent africain. Estimant que le point le plus important des négociations de la COP 23, la question du financement post 2020, n'a même pas été débattue, elle tire la conclusion qui s'impose: «Les pays développés ne veulent pas évoquer l'après-2020. C'est un échec complet». Le constat est donc sans appel pour la société civile panafricaine.

«Des avancées à petits pas»

C'est que pour l'Alliance panafricaine pour la justice climatique, une définition précise du financement climatique n'a toujours pas pu être trouvée. Elle attend donc des chefs d'Etat africains la mise en place d'une nouvelle stratégie qui soit plus en phase avec l'urgence de la problématique du financement de la lutte contre le réchauffement climatique de notre planète. L'Afrique, dont 53 des 54 pays ont soumis leurs contributions déterminées au niveau national, entend plus que jamais continuer à jouer toute sa partition en tenant ses engagements aux yeux de la communauté internationale. Une belle leçon de probité à l'adresse des pays développés qui, jusque-là, n'ont pas toujours su joindre la parole aux actes pour bichonner notre planète et garantir aux générations futures un espace de vie digne. Il convient toutefois de ne pas verser dans un pessimisme excessif. Les choses semblent avancer, même si elles le font petitement.

En 2009, à Copenhague, un Fonds vert pour le climat (FVC) a été créé comme un outil de financement de la lutte contre le changement climatique. Son ambition est de permettre la canalisation des financements des pays développés vers des projets d'adaptation et d'atténuation dans les pays en développement. En 2015, même si on peut déplorer qu'il ait fallu 5 ans pour qu'il soit opérationnel, ce Fond avait réuni plus de 10 milliards de dollars de promesses de dons auprès de 35 pays et 60% de ces dons avait été effectivement versés. Héla Cheikhrouhou, la directrice exécutive du Fonds vert pour le climat avait d'ailleurs salué ce dynamisme tout en précisant que les efforts consentis restent insuffisants. Et lors de la conférence sur le financement du développement qui s'est tenue, en juillet 2015, à Addis-Abeba, en Ethiopie, elle avait martelé: «Soyons clairs: nous devons recueillir encore plus de financements à l'avenir si nous voulons avoir l'impact que nous recherchons. Le Fonds vert est ouvert aux nouveaux contributeurs qui se présenteront et engageront des ressources. Le financement climatique que nous canaliserons et catalyserons doit être neuf, additionnel et adéquat puisque 400 milliards de dollars par année sont nécessaires pour rendre résilients et écologiques les investissements à long terme des pays développés».

La Conférence des Nations unies sur le réchauffement climatique qui s'est tenue à Marrakech, au Maroc, du 7 au 18 novembre 2016, a permis aux dirigeants mondiaux de publier une proclamation sur l'irréversibilité de la dynamique enregistrée avec l'accord de Paris, en décembre 2015. Parmi les nombreuses nouvelles mesures arrêtées à Marrakech, il y a le soutien de plusieurs milliards et de plusieurs millions de dollars pour les technologies propres, le renforcement des capacités pour mieux sensibiliser sur les plans d'action sur le climat, mais également une volonté de renforcer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau potable dans les pays en développement. Par ailleurs, les gouvernements ont arrêté la date de 2018 pour terminer le règlement visant à opérationnaliser l'Accord de Paris. Dans le même sens, les entreprises, investisseurs, villes et gouvernements locaux ont de nouveaux engagements sur le réchauffement climatique, pour compléter les mesures déjà en place et appuyées lors de la conférence de Paris sur le climat, en 2015. Un club de gouvernements infranationaux de 165 membres appelé la «Under 2 Coalition», s'est ainsi engagé à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 80% d'ici 2050. Le PIB combiné des membres de ce club atteint les 26 mille milliards de dollars, ce qui équivaut à un bon tiers de l'économie mondiale et une population d'environ un milliard d'habitants recouvrant l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie et l'Europe. Un autre groupe, celui du *«Climate vulnerable forum»*, constitué d'une quarantaine de pays les plus vulnérables a pour sa part publié une déclaration qui réitère l'ambition à limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius. Enfin, la proclamation d'Action de Marrakech note les progrès accomplis par les gouvernements dans les domaines de l'action climatique, dont les financements en faveur du climat, l'adaptation, le renforcement des capacités, la technologie et la réactivité aux questions de genre.

L'Afrique, dont 53 des 54 pays ont soumis leurs contributions déterminées au niveau national, dans l'optique de la COP 23, entend plus que jamais continuer à jouer toute sa partition en tenant ses engagements aux yeux de la communauté internationale. Une belle leçon de probité à l'adresse des pays développés qui, jusque-là, n'ont pas toujours su joindre la parole aux actes pour bichonner notre planète et garantir aux générations futures un espace de vie digne. Mais il est vrai que le berceau de l'humanité a son continent, l'Afrique.

Une Afrique qui n'a jamais autant justifié, surtout en matière de lutte contre le changement climatique et de sauvegarde de l'environnement, son autre réalité: le creuset des civilisations.

COP 23 à Bonn
L'AFRIQUE IMPRESSIONNE PAR LA TAILLE DE SES DÉLÉGATIONS

Alors que l'effectif moyen de délégués par pays est de 45 personnes, certains pays africains vont cinq fois, voire dix fois au-dessus de la moyenne.

Boris Ngounou

Soudain intérêt des africains pour l'environnement ? Les Allemands se sont étonnés face aux nombres délirants de personnes venues à Bonn aux îles Fidji, pour représenter du 6 au 17 novembre 2017, les nations africaines, à la 23ème conférence annuelle des Nations Unies sur le climat. La Deutsche Welle, la radio internationale allemande ne s'est empêchée d'évaluer les 196 délégations et de remarquer que les cinq délégations les plus importantes étaient africaines. Dans ce peloton de tête, la Côte d'Ivoire figure en première position avec 492 délégués, elle est suivie par la Guinée (355 délégués), la RDC (340 délégués), puis le Congo Brazzaville (308 participants) et le Maroc (253 personnes), qui fut incroyablement présent lors de ces trois dernières éditions avec le plus gros effectif à la COP21, soit 439 délégués.

Une dizaine d'autres délégations africaines dépassaient le chiffre de 100 délégués, dont le Burkina Faso, le Sénégal, le Bénin, le Ghana, le Cameroun, la Mauritanie et le Mali.

Du laisser-aller dans les accréditations en Afrique

Ces effectifs pléthoriques des délégations africaines se justifient par des accréditations n'obéissant à aucune transparence, qui tienne compte de l'engagement des personnes en faveur du climat et de l'environnement. Dans bon nombre de ces délégations, notamment celle de la Guinée et même de la RDC, sont présentes, des personnes dont on ne décline pas les responsabilités ou l'intérêt pour la COP23, mais aussi d'autres qui n'ont absolument rien à voir avec la chose environnementale. Selon une source de la Libre Afrique, il y a eu *« une furie à Kinshasa, pour faire partie de la délégation. Des gens qui, en raison de leur poste, auraient dû en faire partie ont été écartés au profit d'autres, dont la présence ne s'explique pas ». Pour d'autres sources au Congo, les raisons de cet élan reposeraient sur l'importance des « per-diem »* (entre 500 et 1000 dollars par jour) et l'occasion d'une exile : *« beaucoup n'ont pas l'intention de rentrer au Congo après la COP23 ».*

L'accord de Paris doit être respecté

Au-delà des raisons très peu honorables, qui ont été attribuées à la forte mobilisation des africains à ce grand rendez-vous annuel des parties cadres de la convention des Nations Unies sur le climat, il y a le souci principal des ONG et instances africaines. Ces derniers ont exprimé leur intérêt à ce que des dispositions soient prises, pour une entrée en vigueur effective de l'Accord de Paris en 2020. Il faut que les pays riches tiennent la promesse faite en 2015 à Paris lors de la COP2. Ces derniers avaient pris l'engagement de réunir chaque année, à partir de 2020, la somme de 100 milliards de dollars, pour financer les efforts d'adaptation et d'atténuation du réchauffement climatique en Afrique. *« Nous avons besoin que la COP23 soit celle du financement et du soutien …»*, a proposé le président des PMA (Pays les Moins Avancés, qui regroupe 47 pays dont la majorité est en Afrique). L'éthiopien Gebu Jember Endalew a appelé les pays développés à accélérer la mise en œuvre de leurs obligations en matière de financement climatique. Pour le camerounais Roger Nkodo Dang, président du parlement panafricain, l'apport financier des pays développés n'est pas une faveur, mais plus tôt une compensation. *« Si vous nous dites ne coupez pas le bois, nous disons, vous nous amenez l'électricité »*, a-t-il déclaré au micro de ONU Info.

Marché carbone

L'AFRIQUE, PARENT PAUVRE

Le retard du continent dans ce domaine est criant. Pourtant, il dispose de forêts lui permettant de retenir 20% de la totalité du carbone absorbé dans le monde.

Eric Vincent FOMO

Le marché carbone désigne l'ensemble des mécanismes d'échanges et de transactions des crédits de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le mécanisme né lors du **protocole de Kyoto le 11 septembre 1997**, **consiste, pour les entreprises** respectant déjà leur quota d'émission de gaz à effet de serre (quota dépendant des pays), à les encourager à fournir davantage d'efforts pour réduire leurs émissions pour obtenir en échange des crédits-carbone. L'une des matérialisations du marché-carbone est le mécanisme de développement propre (MDP). Il s'agit d'une initiative issue du secteur privé, permettant aux industries des pays développés de s'acquitter en partie de leurs obligations en finançant des projets de réduction des émissions de carbone dans les pays en développement. Malheureusement, le continent africain, qui contribue à moins de 5% de l'émission mondiale des gaz à effet de serre (chiffres de 2010), est le dindon de la farce. Pour preuve, le méthane dégagé par le pet de ses bovins pèse peu devant les millions de tonnes CO2 émises par les hauts fourneaux des pays industrialisés depuis la révolution industrielle.

Lors du récent forum africain du carbone tenu du 28 au 30 juin dernier à Cotonou (Bénin), des participants ont remis en cause l'intérêt du marché carbone en Afrique. A l'instar de Maxime Combes, économiste et membre de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), pour qui le marché du carbone n'a pas de sens. *« Avec la compensation carbone, avec les marchés du carbone, les pays du Nord ont tendance à ne pas réduire leurs propres émissions et à financer des choses qui ne sont pas réellement de nature à éviter les émissions de gaz à effet de serre dans les pays du Sud »*, explique-t-il. Pour l'altermondialiste congolais, Lucien Mateso, les effets escomptés du marché carbone sur le développement peinent à se réaliser en Afrique subsaharienne.Malgré que l'Afrique dispose de forêts lui permettant de retenir 20% de la totalité du carbone absorbé dans le monde, le continent ne développait pas plus de 120 projets dans le marché du carbone en 2010. Ce qui reste faible comparativement au reste du monde, notamment dans les pays émergents comme la Chine ou le Brésil.

En 2008, le secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Yvo de Boer, regrettait que seuls 27 projets africains aient été choisis sur quelque 3700 projets à financer dans le cadre du MDP, alors que l'Asie en était à 547 projets. *« Malgré la croissance rapide du marché de carbone, les transactions de Mécanisme de développement propre (MDP) en Afrique subsaharienne restent négligées par les investisseurs commerciaux en raison des coûts et de l'insuffisance de cadres institutionnels »*, déplorait-il. A ce jour, seuls 2% du MDP profitent à l'Afrique. Pourtant, un rapport de la Banque mondiale a estimé à plus de 3000 le potentiel des projets en énergie propre en Afrique, soit des réductions d'émissions potentielles de plus de 700 millions de tonnes de CO2.

Diplomatie verte

LA STRATÉGIE DES COALITIONS NE BLOQUE-T-ELLE PAS L'APPLICATION DES ACCORDS DES COP SUCCESSIVES

Le retard du continent dans ce domaine est criant. Pourtant, il dispose de forêts lui permettant de retenir 20% de la totalité du carbone absorbé dans le monde.

Janvier NGWANZA OWONO

Depuis plus de deux décennies, le problème des changements climatiques s'est peu à peu inscrit à l'agenda mondial, et un processus multilatéral de négociation, sous les arènes onusiennes, s'est mis en place pour le traiter. Pourtant, comment expliquer que cet investissementinternational massif déployé autour de la Conférence des Parties à la Convention climatait produit un résultat aussi maigre, aussi bien en termes de réductionsmondiales des émissions de carbone que d'adaptation à un changement climatique devenuinéluctable ? Subséquemment, comment apprécier le bilan de ces négociations climatiques, organisées autour de rendez-vous planétaires réguliers, qui suscitent autant d'attentes qu'elles créent de désillusions, même si elles-ont a pourtant contribué à une relative prise de conscience mondiale ? Pour répondre à ce questionnement, il faut nécessairement interroger les attentes et les enjeux de ce processus de négociation, sur son déroulement, ses contradictions, ses acteurs majeurs, et finalement sur ses impasses et ses échecs perçus confusément par divers acteurs en présence.

La Convention climat est entrée en vigueur le 21 mars 1994. Elle est régie par deux principes : l'égalité, qui stipule que chaque pays dispose d'une voix, et le principe de « responsabilité commune mais différenciée » .Chaque année depuis 1995 se tient, au cours de la première quinzaine de décembre, une conférence des parties (COP) à la Convention climatique. Les COP réunissent 196 pays ayant ratifié la Convention climat à ce jour. Elles sont convoquées alternativement dans un pays du Nord et dans un pays du Sud. Elles sont devenues des forums par excellence de la négociation internationale sur les changements climatiques.

Dans l'organisation de la Convention climat, il existe deux organes de gouvernance que l'on peut structurer autour de deux fonctions. En amont, l'Organe Subsidiaire de Conseil Scientifique et Technologique (SBSTA en anglais) qui examine les questions scientifiques et techniques, assume l'expression politique des controverses apparues au sein des COP sur ces dernières et fait le lien entre le GIEC et les gouvernements. En aval, l'Organe Subsidiaire (SBI en anglais) s'occupe quant à lui, de la mise en œuvre des décisions adoptées, donc en particulier des mécanismes de financement. L'architecture de la gouvernance climatique est donc conçue de manière à satisfaire toutes les demandes des parties. Elle témoigne d'une implication incontestable de ces dernières dans le processus, puisque aucune instance n'a le pouvoir d'organiser hiérarchiquement les négociations. Les groupes de pays sont tous habilité à faire des propositions qui sont soumises ensuite à négociation lors des conférences. Dans ces conditions, la complexité de l'architecture est inhérente à la diversité des intérêts et des positions des pays.L'enchevêtrement de logiques politiques et de dynamiques d'intérêts étant assez complexe,les COP relèvent plus d'un processus politique dont les enjeux et les acteurs sont particulièrement nombreux. Le bilan du processus de négociation est donc amarré aux logiques politiques et de dynamiques d'intérêts des pays, qui déterminent leurs stratégies de coalitions.

Les stratégies de coalition des pays sont fondées sur les critères généraux de politiques, de richesse et d'intérêts énergétiques.La cartographie des groupes de coalition de pays recense sept familles : les « pays pleins » (l'Europe, le Japon et la Nouvelle-Zélande), les « pays vides » (les États-Unis, Canada, Australie), les « pays en transition industrielle » (la Russie, et ses ex-satellites de l'Europe de l'Est), et le groupe dit « G77 » plus la Chine. Cette classification rend compte des clivages principaux apparus au cours des premières années des négociations.

Face à ces dynamiques de factions, les négociations onusiennes répondent par la fabrique de la lenteur. Elles échouent à remettre en question le système productiviste, à se saisir des questions d'énergie, de justice et de développement. Cette lenteur a caractérisé, entre autres, les multiples sessions de préparation des COP, à travers des textes que la recherche de l'unanimité entre les 196 partenaires rend très complexes. De plus, la concentration sur les questions juridiques et sur les procédures, plutôt que sur les questions proprement politiques, est aussi le résultat de stratégies conscientes des groupes d'acteurs dont le but est précisément de bloquer le processus.

In fine, un bourbier s'est progressivement construit entre un processus de gouvernance onusien civilisé et consensuel, qui traite des changements climatiques comme un problème circonscrit et gouvernable, et une réalité dans les négociations marquées par des stratégies de coalition des pays qui sont plus enclin à défendre leurs différents intérêts rivaux.

Toutefois, cette dérive du processus onusien peut être amoindrie, comme le montre les exemples tirés des COP à Copenhague et à Cancun. En effet, il est devenu clair pour faire avancer un sujet de blocage, il est nécessaire d'associer aux négociateurs, un décideur politique de haut rang dans des binômes systématiquement Nord-Sud.Cette stratégie s'est révélée plus efficace pour créer les conditions d'un déroulement moins chaotique et a finalement permis d'arriver plus facilement à un accord.

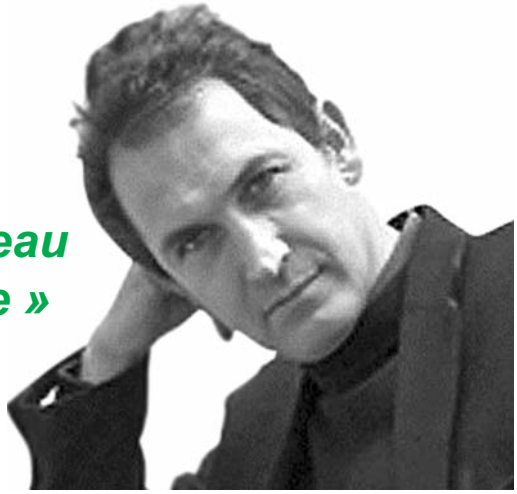
Article 7 de la Convention climat

2Stefan AYKUT et Amy DAHAN, *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Presses de Sciences Po, coll. *« Références - Développement durable »*, Paris, 2015, p. 24

CHRISTOPH HAUSHOFER
JOURNALISTE ENVIRONNEMENTALISTE À PARIS

Vous œuvrez, à votre manière, dans la sauvegarde de l'environnement depuis plusieurs décennies maintenant. Avant de revenir sur la genèse, chez vous, de cette fibre de protection de la planète, on aimerait d'abord savoir quelle est votre appréciation des conclusions de la vingt-troisième Conférence des Nations unies sur le climat (COP 23) qui s'est tenue à Bonn en Allemagne jusqu'au 18 novembre 2017. En quoi peut-on parler de continuité avec l'accord signé par les 197 Etats à Paris en 2015 ? Quelles peuvent être les conséquences du retrait des États-Unis, du président Donald Trump, sur l'application de l'accord de Paris ?

« Mon souhait est de lancer un nouveau projet sur l'environnement en Afrique »



Jean Loïc AMOUGOU

J'ai été directeur délégué de plusieurs titres de presse professionnels français sur les métiers de l'environnement (eau, recyclage, énergies…), dont la revue Environnement Magazine. J'ai travaillé pendant presque 25 ans pour ce titre, dans lequel Valéry Laramée, l'un des meilleurs journalistes spécialisés sur le sujet, évoquait déjà en 1995 les premières COP et le défi majeur à venir du changement climatique. Mais cela ne fait pas de moi un spécialiste de ces questions et, n'ayant pas été à Bonn cette année, je ne pourrais pas vous en dire tellement plus que ce qui a été rapporté.

Si j'ai bien compris, la COP 23 était plutôt consacré à la préparation de la COP 24, qui sera le premier vrai test post COP21. Il n'y avait donc pas grand-chose à attendre. Mais deux sujets ont retenu mon attention : le fléchage des investissements privés vers des solutions bas carbone et l'égalité des sexes.

Sur le premier, un prix de la tonne carbone plus élevé est l'élément clé pour assurer la rentabilité des projets bas carbone.

A Douala par exemple, la société d'hygiène et salubrité du Cameroun(Hysacam) a payé pour le savoir, en lançant il y a trois ans une centrale de captage et de traitement du biogaz dont le plan de financement était basé sur un prix de la tonne carbone à 11 euros, et qui se retrouve aujourd'hui obligé de le vendre à 3 euros… A l'échelle mondiale, ce prix varie de 1 à… 120 dollars, avec 87% des émissions actuelles qui ne sont assujetties à aucun prix et 75 % des émissions restantes qui se retrouvent à un prix inférieur à 10 dollars la tonne de CO2. Or la fourchette de prix carbone préconisée par la Commission Stern-Stiglitz afin d'atteindre les objectifs de la COP 21 s'échelonne entre 40 et 80 dollars la tonne en 2020, puis entre 50 et 100 dollars à partir de 2030. Vous voyez qu'il y a du chemin à parcourir. Or la COP 23, n'a rien décidé sur ce point maisa semble-t-il été le témoin d'un regain d'intérêt en faveur du développement de marchés du carbone, même sila Commission estime que la taxation serait plus efficace.

Mais d'autres évolutions vont également conditionner le succès de l'action en faveur du climat. Et c'est en ce sens que l'adoption à la COP 23 par 200 pays signataires d'un plan d'action en faveur de l'égalité des sexes est une très bonne nouvelle. Il préconise la féminisation des équipes de négociations et le lancement de programmes d'éducation des femmes et des filles, premières victimes des conséquences climatiques. Lancer un tel processus inclusif, pour permettre à la moitié de la population de faire entendre sa voix n'est pas anodin. Bien au contraire.

Concernant le retrait des Etats-Unis, je ne me risquerais pas à en détailler les conséquences concrètes, sauf que le financement public va forcément s'en trouver compliqué. Mais ce retrait écorche surtout le leadership américain sur le monde. C'est une réaction de faiblesse. Et cela se voit. D'autres vont en profiter. En interne,

Source : Jeune Afrique

certaines régions et une partie de la société civile prennent déjà le relais et dispute ainsi le pouvoir à l'Etat central. A l'extérieur, d'autres nations combleront le vide. Le retrait des USA fragilise leur leadership. Car on ne se place pas impunément en travers de l'histoire.

Comment vous est venu l'intérêt pour l'équilibre de l'environnement et la protection de notre planète ? Se consacrer depuis tant d'années à cette cause ne doit pas toujours être simple. Qu'est-ce qui continue à être votre moteur dans un challenge qui n'est certes pas perdu d'avance mais est loin d'être gagné ?

Je suis d'origine allemande et j'ai vécu en Bavière jusqu'à mes 21 ans. La question de la protection de l'environnement était bien plus présente qu'ailleurs et je n'ai donc aucun mérite particulier d'avoir développé une sensibilité en ce sens. Je ne percevais pas la question de manière engagée. Il me semblait que cela relevait du bon sens et de la gestion des ressources en « bon père de famille ». Avec le temps, ayant mieux mesuré les enjeux, les freins et le type de population la plus menacée, mon regard est devenu moins neutre. Mais, je ne dirais pas que mon moteur principal émane d'une position morale. Il s'agit plutôt d'une énergie, d'une sorte de volonté d'avancer collectivement, en dépit des découragements momentanés.

Quand on parle d'environnement et précisément de réchauffement climatique, il y a un continent qui arrive immédiatement à l'esprit, l'Afrique. Comment expliquer qu'il soit à la fois l'un des continents les moins pollueurs de la planète et probablement celui qui souffre le plus des répercussions de ce changement climatique ? Comment d'ailleurs accélérer la solidarité des pays riches pour financer les dégâts causés par le réchauffement climatique en Afrique comme le prévoit l'accord signé à Paris ?

L'Afrique pollue moins parce que son PIB par habitant reste assez faible comparé à celui des autres continents. Elle consomme moins de ressources et d'énergie et pollue donc moins. Parallèlement, l'Afrique en tant que territoire sera très impactée par le réchauffement climatique pour des raisons géographiques que tout le monde comprend. C'est comme ça. Le constat que vous faites est le produit d'une histoire et de données géographiques.

Pour la suite, je crois qu'il ne faut attendre aucune« solidarité » de la part des pays riches, pas plus hier que demain. Non, les pays riches investiront, par intérêt bien compris et non par altruisme. L'Afrique est en marche. Le taux de croissance, en dépit de la fluctuation du prix des matières premières et des crises localisées, se maintiendra à des taux plus élevés que celui des pays riches et la rentabilité des investissements y est meilleure, même si des risques subsistent ici ou là. Les investisseurs auront donc un intérêt concret à investir dans le développement de l'Afrique. Tandis que les puissances publiques des pays riches, dont les investissements ont un effet de levier, orientent d'ores et déjà leurs projets vers un développement plus durable. Pour une raison simple : eu égard à l'explosion démographique attendue en Afrique, il devient crucial d'éviter l'afflux massif et incontrôlable de réfugiés climatiques. Ni le Sahara, ni la Méditerranée n'arrêteront personne. Et tout le monde le sait. D'ailleurs, l'Agence française de développement (AFD) vient d'annoncer qu'elle va encore renforcer la climat-conditionnalité de ses aides. A terme, tous les projets que cette banque financera devront être compatibles avec les buts poursuivis par l'Accord de Paris. Et tout le monde va suivre.
Mais, quel que soit l'attitude des *« pays riches »*, tout dépendra de l'attitude des Africains eux-mêmes. Le financement extérieur est bienvenu, mais l'enjeu c'est la co-construction, la bonne gouvernance et l'innovation locale, y compris pour favoriser le transfert Sud-Nord.

Si vous aviez un projet ou un rêve à réaliser pour sensibiliser, mobiliser, toucher les consciences sur l'urgence de faire toujours et encore plus attention à notre planète... Que feriez-vous ?

Vous savez, je n'ai pas une âme militante. Je ne cherche pas à toucher les consciences des gens malgré eux, ni à avoir raison contre le cours des choses. Mais je pense qu'à 55 ans, ce serait une chance de pouvoir lancer un nouveau projet sur l'environnement en Afrique parce que c'est le sens de l'histoire et que le moment est opportun.

J'y travaille. Il s'agira d'une sorte d'accélérateur et de plate-forme des bonnes pratiques, car le temps presse. Mais, encore une fois : rien ne se fera sans un collectif de femmes et d'hommes sur place qui souhaiteront s'investir dans pareille aventure.

Bio expresse

- Né le 03/07/2017 à Starnberg en Allemagne.

- Scolarité au Lycée Jean Renoir à Munich.
- Baccalauréat Série S de l'académie de Strasbourg.

- Master de management des médias - Institut de Sciences Politiques à Rennes.

- Plusieurs années de « petits boulots », en parallèle de travaux d'écriture personnels : à Europ Assistance, Actuel / Radio Nova, une école de langue, un hôtel…

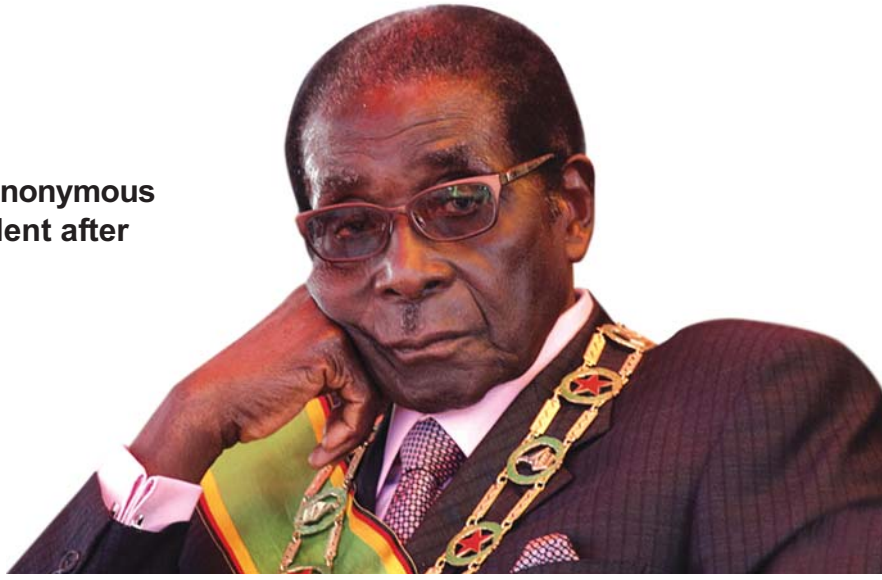
- Secrétaire de rédaction et journaliste à *Environnement Magazine* à partir de 1993, puis directeur délégué du pôle environnement *(Hydroplus…)* de 2001 à 2017.

- Depuis 3 mois, en transition… vers l'Afrique.

Propos recueillis par Jean-Célestin Edjanguè (Paris)

Robert MUGABE
IS ZIMBABWE'S EX-PRESIDENT A HERO OR VILLAIN?

Robert Mugabe, the man who became synonymous with Zimbabwe, has resigned as president after 37 years in power.



JULIUS TAYLOR

For some, he will always remain a hero who brought independence and an end to white-minority rule. Even those who forced him out blamed his wife and "criminals" around him.

But to his growing number of critics, this highly educated, wily politician became the caricature of an African dictator, who destroyed an entire country in order to keep his job.

In the end, it was the security forces, which had been instrumental in intimidating the opposition and keeping him in power, which made him go.

They were incensed when he sacked his long-time ally, Vice-President Emmerson Mnangagwa, paving the way for his much younger wife Grace to succeed him, fearing it meant the end for them as the powers behind the throne.

He had survived numerous previous crises and predictions of his demise but with his powers failing at the age of 93, his former comrades-in-arms turned on him, favouring Mr. Mnangagwa.

Before the 2008 elections, Mr. Mugabe said: "If you lose an election and are rejected by the people, it is time to leave politics."

But after coming second to Morgan Tsvangirai, Mr. Mugabe displayed more characteristic defiance, swearing that "only God" could remove him from office.

And just to be sure, violence was unleashed to preserve his grip on power.

In order to save the lives of his supporters, Mr. Tsvangirai pulled out of the second round and although Mr. Mugabe was forced to share power with his long-time rival for four years, he remained president.

He even won another election, in 2013, as Mr. Tsvangirai had lost a lot of credibility during his years working with Mr. Mugabe.

The key to understanding Mr. Mugabe is the 1970s guerrilla war where he made his name.

Liberation icon

Even after 37 years in power, Mr. Mugabe still maintained the same world-view - the patriotic socialist forces of his Zanu-PF party were still fighting the twin evils of capitalism and colonialism.

Any critics were dismissed as "traitors and sell-outs" - a throwback to the guerrilla war, when such labels could be a death sentence.

He always blamed Zimbabwe's economic problems on a plot by Western countries, led by the UK, to oust him because of his seizure of white-owned farms.

His critics firmly blamed him, saying he had no understanding of how a modern economy worked.

He always concentrated on the question of how to share out the national cake, rather than how to make it grow.

Mr. Mugabe once famously said that a country could never go bankrupt - with the world's fastest-shrinking economy and annual inflation of 231 million per cent in July 2008, it seemed as though he was determined to test his theory to the limit.

Professor Tony Hawkins of the University of Zimbabwe once observed that with Zimbabwe's former leader: "Whenever economics gets in the way of politics, politics wins every time."

In 2000, faced with a strong opposition for the first time, he wrecked what was one of Africa's most diversified economies in a bid to retain political control.

He seized the white-owned farms which were the economy's backbone and scared off donors but in purely political terms, Mr. Mugabe outsmarted his enemies - he remained in power for another 17 years.

At any cost

And the tactics he and his supporters used were straight from the guerrilla war.

After he suffered the first electoral defeat of his career, in a 2000 referendum, Mr. Mugabe unleashed his personal militia - the self-styled war veterans, backed by the security forces - which used violence and murder as an electoral strategy.
Eight years later, a similar pattern was followed after Mr. Mugabe lost the first round of a presidential election to his long-time rival Morgan Tsvangirai.
When needed, all the levers of state - the security forces, civil service, state-owned media - which are mostly controlled by Zanu-PF, were used in the service of the ruling party.
The man who fought for one-man, one-vote introduced a requirement that potential voters prove their residence with utility bills, which the young, unemployed opposition core electorate were unlikely to have.
In fact, the signs of his attitude to opposition were there from the early 1980s, when members of the North-Korea trained Fifth Brigade of the army were sent to Matabeleland, home to his then rival, Joshua Nkomo.
Thousands of civilians were killed before Mr. Nkomo agreed to share power with Mr. Mugabe - a precursor of what happened with Mr. Tsvangirai.
Cartoon figure
One of the undoubted achievements of the former teacher's 33 years in power was the expansion of education. Zimbabwe still has one of the highest literacy rates in Africa, at 89% of the population.
The now deceased political scientist Masipula Sithole once said that by expanding education, the president was "digging his own grave".
The young beneficiaries were able to analyse Zimbabwe's problems for themselves and most blamed government corruption and mismanagement for the lack of jobs and rising prices.
He often claimed to be fighting on behalf of the rural poor but much of the land he confiscated ended up in the hands of his cronies.
Archbishop Desmond Tutu once said that Zimbabwe's long-time president had become a cartoon figure of the archetypal African dictator.
During the 2002 presidential campaign, he started wearing brightly coloured shirts emblazoned with his face - a style copied from many of Africa's authoritarian rulers.
For the preceding 20 years, this conservative ma
He professes to be a staunch Catholic, and worshippers at Harare's Catholic Cathedral were occasionally swamped by security guards when he turned up for Sunday Mass.
However, Mr. Mugabe's beliefs did not prevent him from having two children by Grace, then his secretary, while his popular Ghanaian first wife, Sally, was dying from cancer.
But it was his second wife Grace, 40 years his junior, who ultimately proved his downfall.
Although Mr. Mugabe outlived many predictions of his demise, the increasing strain of recent years took its toll and his once-impeccable presentation has begun to look rather worn at times.
In 2011, a US diplomatic cable released by Wikileaks suggested that he was suffering from prostate cancer.
But he certainly led a healthy lifestyle. Grace once said that he woke up at 05:00 for his daily exercises, including yoga. He did not drink alcohol or coffee and was largely vegetarian. Mr. Mugabe was 73 when she gave birth to their third child, Chatunga.
If nothing else, Mr. Mugabe has always been an extremely proud man.
He often said he would only step down when his "revolution" was complete. He was referring to the redistribution of white-owned land but he also wanted to hand-pick his successor, who would of course have had to come from the ranks of Zanu-PF. Didymus Mutasa, once one of Mr. Mugabe's closest associates but who has since fallen out with him, once told the BBC that in Zimbabwean culture, kings were only replaced when they die "and Mugabe is our king".
But even his closest allies were not ready for Zimbabwe to be turned into a monarchy, with power retained by a single family.

Mugabe's brief profile

1924: Born
Later trained as a teacher
1964: Imprisoned by Rhodesian government
1980: Win post-independence elections
1996: Marries Grace Marufu
2000: Loses referendum, pro-Mugabe militias invade white-owned farms and attack opposition supporters
2008: Comes second in first round of elections to Tsvangirai who pulls out of run-off amid nationwide attacks on his supporters
2009: Amid economic collapse, swears in Tsvangirai as prime minister, who served in uneasy government of national unity for four years
2017: Sacks long-time ally Vice-President Emmerson Mnangagwa, paving the way for his wife Grace to succeed him.
Army intervenes and forces him to step down

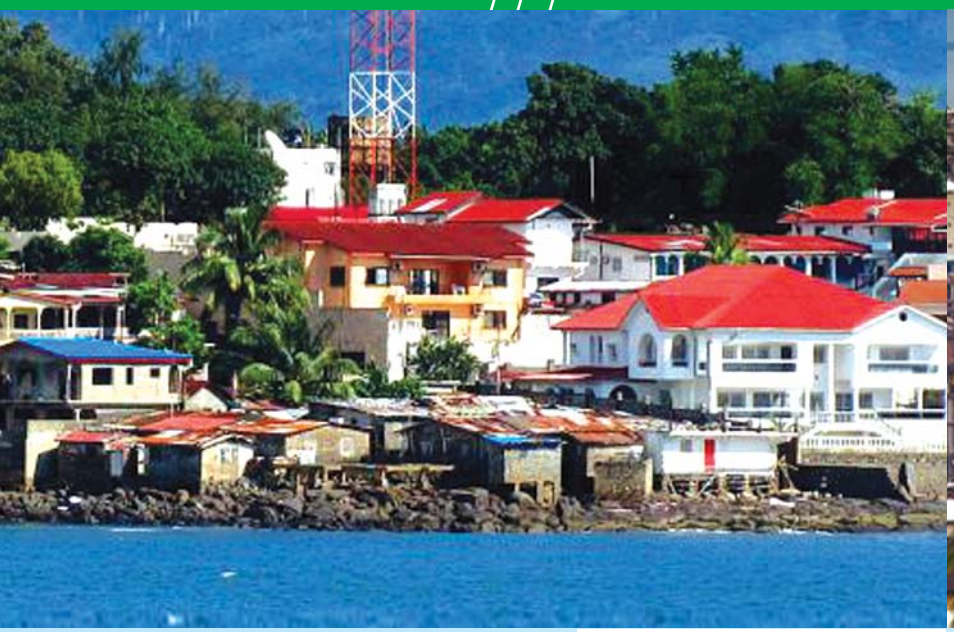
LES ÎLES FIDJI SUR LE TOIT DE LA COP23

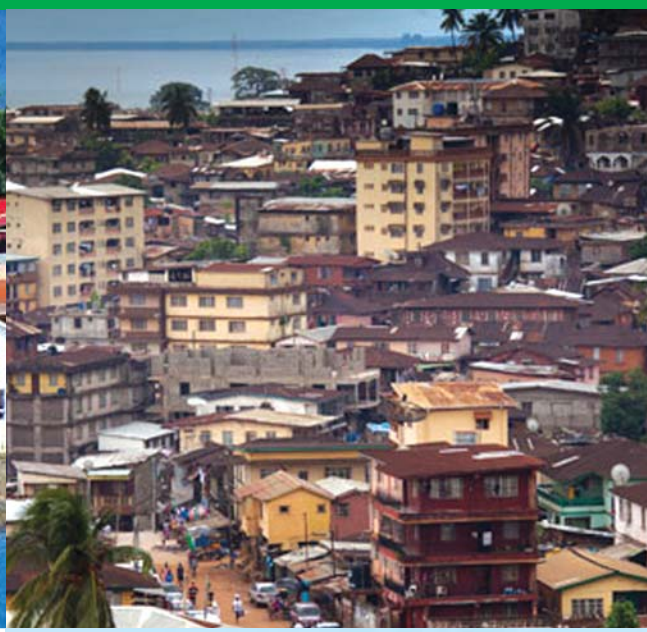
L'Etat insulaire a présidé en novembre dernier la 23e conférence de l'ONU sur le climat, en lançant un concept original, le dialogue de Talanoa.

Eric Vincent FOMO

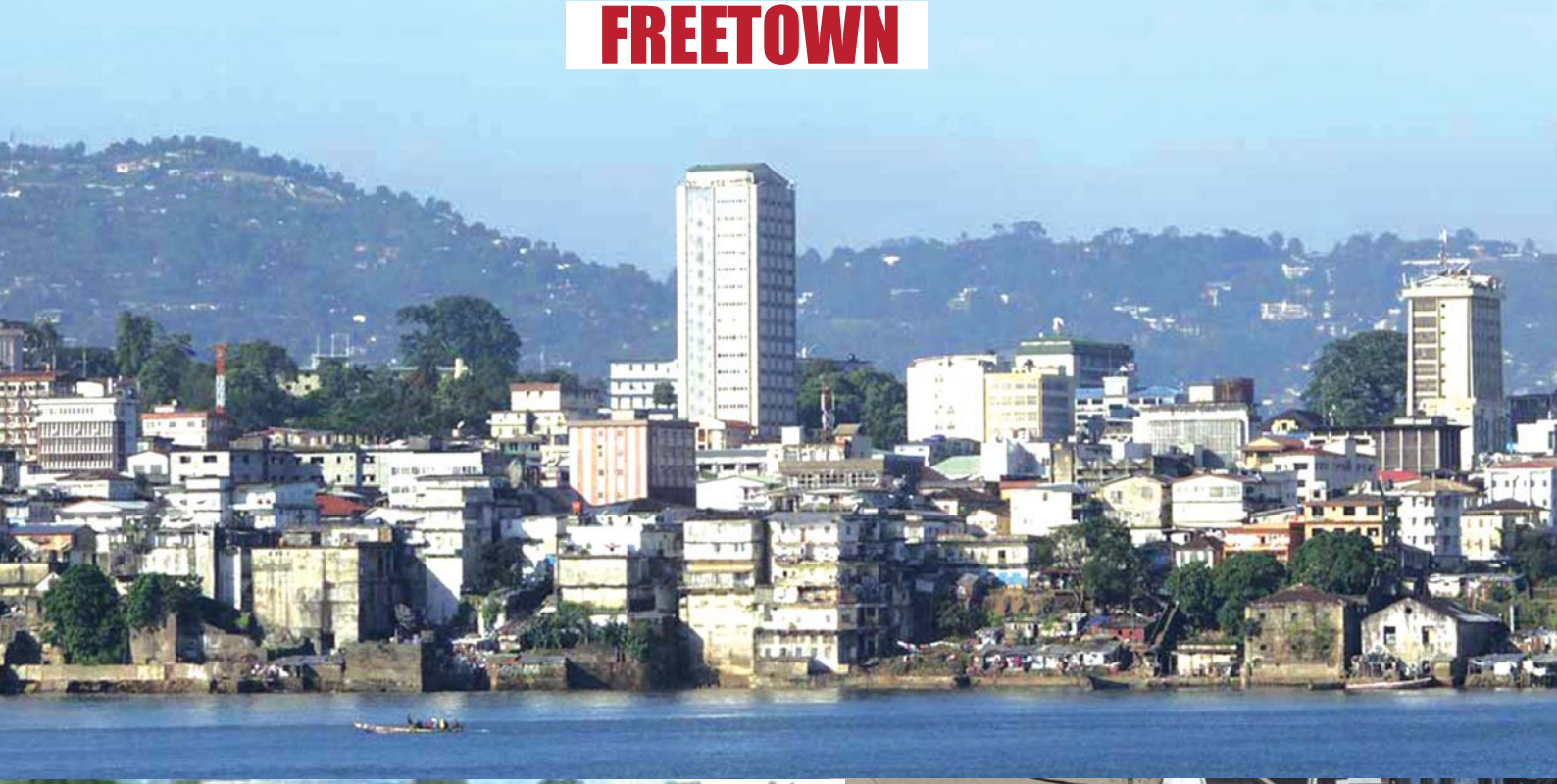
Une grande responsabilité pour un Etat insulaire. Une opportunité exceptionnelle… Les qualificatifs ne manquent pas depuis que les îles Fidji ont présidé pour la première fois la 23è conférence de l'ONU sur le climat (COP23) en novembre dernier à Bonn en Allemagne. Bien que la conférence ait été délocalisée à Bonn du fait de l'incapacité des îles Fidji à recevoir 15 à 20 000 personnes sur un seul site et de les loger à proximité, cet archipel du Pacifique a saisi l'occasion pour montrer au monde les problèmes qu'il traverse du fait du réchauffement de la planète. En effet, ce pays d'environ un million d'habitants a été dévasté en février 2016 par le cyclone Winston, la plus puissante tempête à jamais toucher terre dans le Pacifique Sud avec des rafales soufflant à 325 km/h. La catastrophe avait fait 44 morts, rasé 40 000 habitations et anéanti un tiers de l'économie de l'archipel. Jadis, ce type de supercyclone ne survenait qu'une fois tous les dix ans. Mais un an seulement avant Winston, le cyclone Pam avait fait 11 morts au Vanuatu voisin. Les Fidji vivent aujourd'hui dans la crainte que de telles tempêtes « sorties de nulle part n'éclatent tout le temps. La montée des eaux, les événements météorologiques extrêmes ou les changements dans l'agriculture (…) menacent notre mode de vie, et dans certains cas, notre existence même. Nous sommes les plus vulnérables et en tant que tels, nous devons être entendus », indique Frank Bainimarama, le Premier ministre Fidjien. Il ajoute que l'archipel vit une situation dans laquelle un seul événement qui frapperait directement les Fidji serait susceptible d'annihiler des années de développement et « nous faire repartir des dizaines d'années en arrière », ajoute-t-il. A Bonn, lors de la COP23, le Premier ministre Fidjien s'est attelé à forger une grande coalition formée par les gouvernements, la société civile et le secteur privé pour mettre en œuvre l'accord conclu à Paris en 2015 sur le changement climatique. Plus de 190 pays s'étaient alors engagés à maintenir le réchauffement en dessous de 2°C, voire 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Malheureusement, la COP23 n'a été qu'à moitié à la hauteur du défi mondial sur le climat.

Sur le plan comptable, elle a complété l'accord de Paris en y incluant à la fois la prise en compte des savoirs et connaissances des peuples autochtones dans la lutte contre le changement climatique et la mise en place d'un groupe de travail sur la sécurité alimentaire. Mais d'un autre côté, handicapée par l'annonce du retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris, cette Cop 23 a peiné à dégager les financements promis par les pays riches (100 milliards de dollars par an à partir de 2020) pour les pays les plus vulnérables afin de les aider à la fois à investir dans les énergies renouvelables et à mettre en place des politiques d'atténuation. C'est ce qui a motivé les îles Fidji à lancer le concept de dialogue Talanoa, adopté par les Nations-Unies. Ce mot traditionnel du fidjien tala « raconter » et noa « librement » est utilisé pour désigner un processus de dialogue inclusif, participatif et transparent. Le dialogue Talanoa a pour but de partager des histoires, de construire de l'empathie et de prendre des décisions sages dans le sens de l'intérêt collectif. Tous les espoirs pour sauver les négociations sur le climat dès 2018 sont désormais tournés vers le dialogue Talanoa.





FREETOWN



Hysacam : une solution africaine pour la propreté des villes

Hysacam, leader africain de la gestion des déchets, ambitionne d'offrir aux villes du continent, un service de propreté de qualité digne des exigences de notre temps.

Succes-story

Opérateur historique dans le secteur de la propreté et de l'environnement, la société Hysacam, créée en 1969, assure la propreté des 13 principales villes du Cameroun. Un fait rare en Afrique où beaucoup de capitales peinent à assurer la collecte de leurs déchets.

Première entreprise africaine dans le domaine de la propreté urbaine, du traitement et de la valorisation des déchets, son expertise est sollicitée à N'Djaména (Tchad), Niamey (Niger), Monrovia (Liberia), Cotonou (Bénin)…
En décembre 2009, réunis à Marrakech (Maroc), les maires africains ont reconnu ce savoir-faire en décernant à Hysacam, le 1er Prix Africités de la gestion des déchets en Afrique. En 2010 et 2011, son Système de Management de la Qualité, tournée vers la satisfaction des populations et des municipalités, a reçu du Bureau Veritas, la Certification ISO 9001 version 2008. En 2011, elle a mobilisé 14 milliards de FCFA pour acquérir 125 nouveaux camions et engins de propreté.

Les piliers de la réussite

• **Optimisation des modes de collecte et maitrise des coûts :** La stratégie de l'entreprise consiste à optimiser en permanence les modes de collecte en prenant en compte les spécificités des villes africaines. Ce qui lui permet aujourd'hui, tout en utilisant les mêmes technologies que les multinationales occidentales, de pratiquer sur le continent, des coûts trois à quatre fois inférieurs. En effet, les quatre décennies d'expérience au service des villes africaines, ont permis à Hysacam de développer une politique des coûts adaptée à la configuration et aux ressources de ces villes.

•**Innovation permanente :**
La réussite de l'entreprise repose sur son souci permanent d'innover. Elle a inauguré en 2011 en Nkolfoulou, une banlieue de Yaoundé, la première Centrale de Captage et de Traitement du Biogaz en Afrique centrale dans le domaine des déchets ménagers. Un projet similaire a vu le jour en novembre 2014 à Douala PK 10. Ces Centrales de Traitement du Biogaz permettront, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, d'éviter les émissions de plus 500 tonnes équivalent Co2 par jour.

Sans ces initiatives, le coût du traitement des ordures ménagères à Yaoundé et à Douala, tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, conformément aux normes internationales, aurait pu être quadruplé. Mais ces villes camerounaises, tout en bénéficiant de ce standard, ne supportent finalement que le quart de ce coût, le supplément devant être pris en charge par la vente des crédits carbone.

Hysacam se positionne ainsi comme un partenaire du développement durable des villes : elle les accompagne en mettant son savoir-faire au service des solutions innovantes qui leur permettent de mieux amortir les coûts de collecte et de traitement des déchets.

Une politique de renouvellement régulier du matériel

Les performances reconnues de cette entreprise, sont adossées à une politique de renouvellement à intervalles réguliers des équipements de collecte, qui lui permet de disposer de la capacité de faire face à tout moment aux sollicitations croissantes des villes en matière de propreté.

❍**En 2001**, l'entreprise fait sensation dans toute l'Afrique par l'acquisition de 90 bennes à ordures ménagères. Elle avait pour la première fois, introduit en Afrique des balayeuses mécaniques et des laveuses de rues.
❍**En 2007,** elle renforce son parc avec 80 camions de propreté haut de gamme.
❍**En 2009,** 40 autres camions neufs vont s'y ajouter.
❍**En 2011,** 125 camions de dernière génération, représentant un investissement de plus de 22 millions d'euros, viennent renforcer la capacité logistique de l'entreprise.
La livraison des 125 nouveaux camions avait suscité en son temps l'intérêt du landernau économique et la fierté des populations camerounaises. L'Opération **« Caravane de la Propreté »** qui avait suivi la réception des ces camions, avait sillonné les grands axes routiers du Cameroun. Soit près de 4 000 km de route nettoyés.

Forte intensité en main-d'œuvre

L'entreprise emploie 5 000 jeunes issus d'horizons divers. Le développement de l'entreprise a fait de la propreté l'un des meilleurs marqueurs de cohésion et d'intégration sociale.
Au-delà de ces capacités techniques et industrielles, la dimension sociale de l'activité d'Hysacam, la situe au confluent des enjeux économique, politique, touristique, sanitaire, sociologique… pour un développement durable.

Chiffres clés

Capital : plus de 9 millions d'Euros
Chiffre d'affaires (2011) : 36 millions d'Euros
Population desservie : plus de 10 millions de personnes. Soit près de 5 000 tonnes de déchets traités par jour.
Matériel roulant : 400 camions et 30 engins lourds.
Quantité de biogaz traitée (gaz à effet de serre dont l'émission est évitée) : 500 teq Co2/j
Employés : 5 000 personnes.
Métiers : collecte et traitement des déchets ; mise en place de projets MDP sur les centres de traitement de déchets ; criblage des plages ; nettoiement des villes ; ingénierie urbaine.

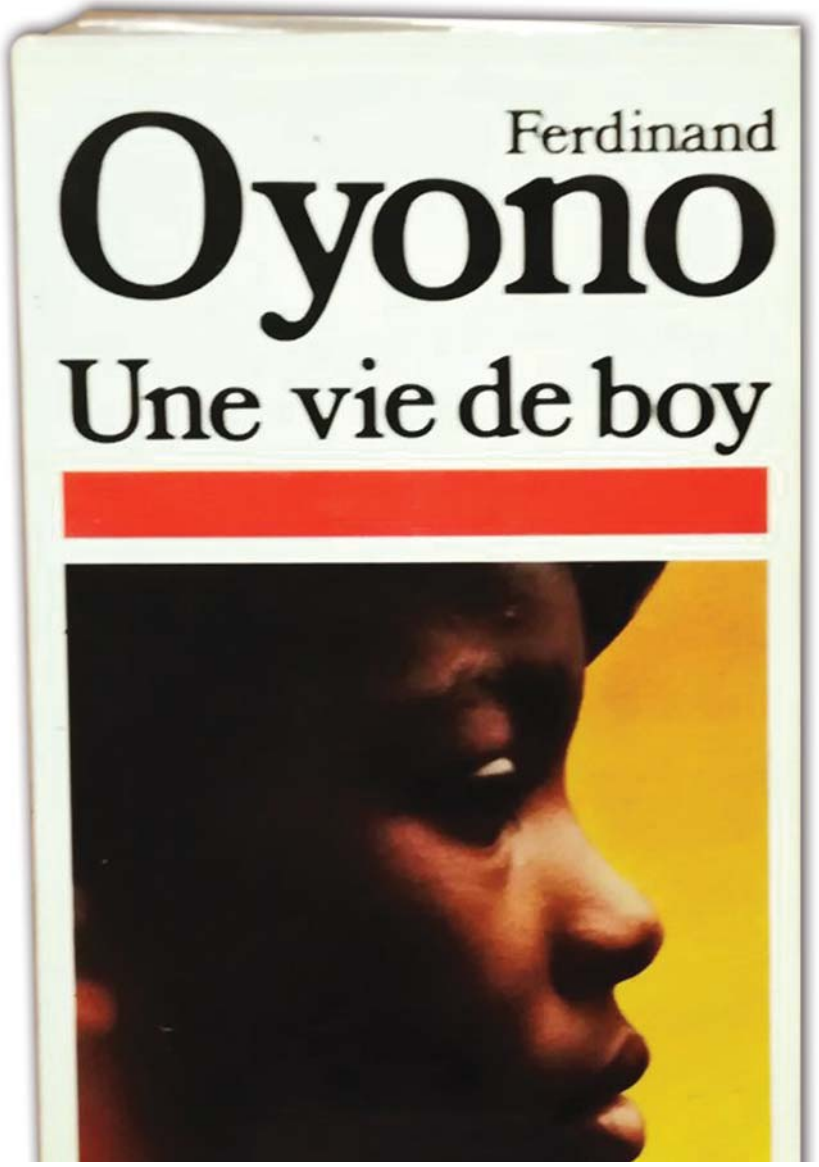
Hysacam
pour un monde de propreté

Société anonyme au capital de 6 000 000 000 FCFA.
Siège social : Z.I. Bassa BP.: 1420 Douala (Cameroun)
Tél. : +237 33 37 80 87- Fax : +237 33 37 80 90
www.hysacam-proprete.com

UNE VIE DE BOY
CHRONIQUE D'UNE PROPHÉTIE SUR L'ESCLAVAGE MODERNE

Les réalités décrites dans le livre de Ferdinand Léopold Oyono se rapprochent des réseaux de vente d'esclaves récemment découverts en Libye. Alors qu'on croyait révolues les pratiques esclavagistes.

Eric Vincent FOMO



Quand l'écrivain camerounais Ferdinand Léopold Oyono (décédé le 10 juin 2010) publie « Une vie de boy » en 1956, il est loin de se douter que ses écrits soient atemporels. Tant les pratiques coloniales qu'il fustigeait étaient proches de l'esclavage.Pourtant, telle une prophétie, son opuscule reste d'actualité 61 ans après. Les récentes images sur la vente des migrants « subsahariens » en Libye prises en août 2017 et diffusées en novembre de la même année par la chaîne de télévision américaine Cable News Network (CNN), lui donnent raison. En son temps, « Une vie de boy » était un roman-témoignage sur les préjugés sociaux dans les rapports entre colonisateurs et indigènes en Afrique. Sous un ton humoristique, l'auteur y relate les inégalités, les complexes et les clivages fondés sur la couleur.

Décédé en 2010, Ferdinand Oyono a laissé avec « Une vie de boy » un important témoignage sur la vie coloniale et sur les rapports de pouvoir, de domination et de fascination réciproque qui unissaient colons et colonisés. A travers son personnage principal, un jeune garçon du nom de Toundi, Ferdinand Léopold Oyono présente un univers colonial oppressant dans lequel ce dernier est fait boy par ceux - les missionnaires - qu'il croyait être des civilisés. Toundi est infantilisé et réduit à sa plus simple expression. Le roman qui a toutes les allures d'une autobiographie décrit un monde inégalitaire, où les Noirs sont toujours perçus comme des êtres ignorants. « Maintenant que le révérend père Gilbert m'a dit que je sais lire et écrire couramment, je vais pouvoir tenir comme lui un journal », présente l'auteur à la première de couverture. Comme quoi, l'épanouissement du Noir à cette époque, dépendnon de sa propre volonté, mais du bon vouloir de son « maître ».

Prémonition ou simple coïncidence ? Toujours est-il que la réalité décrite par Ferdinand Oyono en 1956, refait surface au 21èsiècle. Qui plus est dans sa plus grande laideur. Les migrants noirs sont vendus entre 400 et 700 euros ou dollars, soit entre 262 000 FCFA et 459 000 FCFAen Libye. La plupart d'entre eux sont originaires d'Afrique de l'Ouest (Mali, Sénégal, Niger, Côte d'Ivoire…), de l'Est (Soudan, Erythrée, Somalie, Ethiopie…) ou encore du Centre (Cameroun, Congo, etc.). Les sévices qu'ils endurent rejoignent la conviction de Ferdinand Oyono, selon laquelle le blanc est un incirconcis, un non-initié qui ignore les règles les plus élémentaires de la vie sociale. Le roman *« Une vie de boy »* a été publiéen 1956 aux éditions Julliard en France.

« Une vie de boy » : Ferdinand Léopold Oyono, 1956, éditions Julliard (France).

Du directeur de Cabinet du PM

« Nous accusons bonne réception du N° 52, de votre trimestriel de l'environnement en Afrique et au Cameroun, et vous en remercions grandement.
Le Chef du gouvernement vous adresse ses encouragements à vous ainsi qu'à toute votre équipe rédactionnelle, et vous félicite pour la qualité informationnelle du thème y développé qui est d'actualité (il s'agit des inondations dans le monde et les dégâts causés).

Signé : Hogomu Paul Mingo

De la division des Affaires générales

« En accusant réception des numéros 51 et 52 du magazine Bosangi, je voudrais vous exprimer par la présente ma gratitude ainsi que celle de la Gendarmerie Nationale pour cette marque d'estime. Votre revue réaffirme le serment de l'entreprise Hysacam, à lutter contre l'insalubrité ambiante qui agrippe nos villes, par le renouvellement sans cesse croissant des stratégies de protection de l'environnement. Vous priant de transmettre à toute l'équipe rédactionnelle, les encouragements pour la pertinence et la richesse du contenu de ces deux publications,
Recevez Monsieur le Directeur l'expression de ma parfaite considération.

Signé : Jean-Baptiste BOKAM, secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la défense, chargé de la gendarmerie nationale.

D'une lectrice

Franchement je n'ai rien à dire sur le contenu de Bosangi. C'est un magazine utile et salutaire. Mais je suis habitante de Douala, et j'habite à Bepanda. Comment expliquer qu'une entreprise aussi pointue sur les questions théoriques et les problématiques environnementales soit devenue aussi faible sur le terrain ?

Signé : Sandra Tchatoua, habitante de Douala V^e^

Nos activités

- GESTION DES DECHETS INDUSTRIELS
- CONDITIONNEMENT ET EXPEDITION TRANSFRONTALIERE DE DECHETS DANGEREUX
- TRAITEMENT BIOLOGIQUE DES BOUES D'HYDROCARBURES
- NETTOYAGE INDUSTRIEL ET ASSAINISSEMENT
- LUTTE ANTI VECTORIELLE
- ENTRETIEN DES ESPACES VERTS
- DESTRUCTION ARCHIVES ET AVARIES

Seca

Pour un environnement sain

SECA, Z.I. BASSA, BP : 2172 Douala-Cameroun
Tél : 33 37 65 42 * Fax : 33 37 82 00 - Email : seca.hysacam@gmail.com
Site web : www.secaenvironnement.com

www.hysacam-proprete.com

Hysacam au confluent du développement durable

Hysacam
pour un monde de propreté